



LE DEVOIR



Bernard Landry, Mario Dumont et Jean Charest ont fraternisé quelques instants avant d'entreprendre les hostilités.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le débat des chefs

Des échanges vigoureux dès le départ Landry et Charest affichent leur confiance devant un Dumont sombre

JOSÉE BOILEAU
JULES RICHER
LE DEVOIR

Un spécialiste lui avait déconseillé hier, dans un quotidien montréalais, de porter des couleurs foncées. Le chef de l'Action démocratique Mario Du-

mont avait pourtant opté pour une chemise d'un bleu soutenu... et pour un ton tout aussi sombre à l'occasion du débat des chefs qui se tenait hier soir. Et son attitude tranchait fort par rapport à l'attitude confiante de Bernard Landry et surtout à la sérénité et au contrôle de la situation que dégageait Jean Charest. De vifs échanges ont néanmoins marqué la premiè-

re salve du débat, qui portait sur les finances publiques et la gestion de l'État. M. Charest s'en est pris avec force à la gestion de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Il a accusé M. Landry de ne pas être intervenu, alors qu'il était ministre des Finances, pour

VOIR PAGE A 8: DÉBAT

Bagdad sous un feu nourri

Les soldats américains tuent sept civils

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Bagdad a subi hier soir le bombardement le plus massif depuis le début de la guerre. Au moins dix missiles tirés par la coalition américano-britannique ont frappé la capitale irakienne en soirée.

Deux des missiles se sont abattus sur le complexe du Palais de la République, un des lieux symboliques du pouvoir du président irakien Saddam Hussein. Ce palais avait déjà été bombardé, pour la première fois de jour, plus tôt hier.

Moins de trois heures après ce premier raid, la télévision d'Etat irakienne a diffusé des images de Saddam Hussein présidant une réunion de ses collaborateurs, dont son fils aîné Oudaï.

Par ailleurs, le commandement central américain (Centcom) installé au Qatar a annoncé que ses soldats avaient ouvert le feu hier après-midi sur une voiture qui, selon lui, refusait de ralentir à l'approche d'un poste de contrôle près de Najaf (150 km au sud de Bagdad) en dépit de plusieurs tirs de sommations.

«En dernier recours, ils ont tiré dans l'habitacle. Quand les soldats ont ouvert la porte du véhicule, ils ont trouvé 13 femmes et enfants. Sept étaient morts, deux blessés et quatre indemnes», a indiqué le commandant Charles Owens, porte-parole américain.

Le militaire a estimé que «au vu des récentes attaques terroristes menées par le régime irakien, les soldats ont fait preuve d'une retenue considérable pour éviter des pertes humaines inutiles», tout en annonçant qu'une enquête

VOIR PAGE A 8: BAGDAD

Pneumonie atypique

Des élèves de Montréal sont en quarantaine volontaire

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

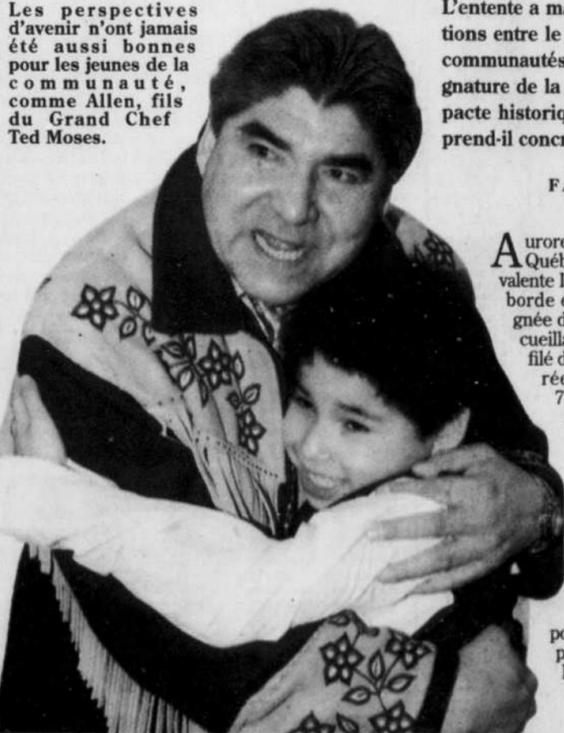
Même si le virus du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) n'a toujours pas contaminé officiellement le Québec, plusieurs citoyens de la province, dont un groupe d'élèves d'une école de Montréal, un médecin et deux familles, ont été invités à s'astreindre à une «quarantaine» volontaire. Compte tenu du fait que cette maladie émergente poursuit sa propagation en Ontario et a récemment essaimé dans l'est du pays — au Nouveau-Brunswick —, les autorités québécoises de santé publique ont redoublé de vigilance et recommandé l'application d'une telle mesure préventive à certains citoyens qui ont fréquenté des personnes atteintes de la maladie ou qui ont séjourné dans une des régions du monde durement éprouvées par la maladie.

VOIR PAGE A 8: QUARANTAINE

La Paix des Braves, un an plus tard

Et maintenant, le Défi des Braves

Les perspectives d'avenir n'ont jamais été aussi bonnes pour les jeunes de la communauté, comme Allen, fils du Grand Chef Ted Moses.



L'entente a marqué un tournant dans les relations entre le gouvernement du Québec et les communautés criées. Plus d'un an après la signature de la «Paix des Braves», comment ce pacte historique, plein de bonnes intentions, prend-il concrètement forme sur le terrain?

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Aurore matinale frisquette dans le Nord du Québec. En ce samedi de fin mars, la polyvalente La Porte du Nord à Chibougamau déborde d'étrangement d'activité, avec sa poignée d'étudiants tirés à quatre épingles accueillant les nombreux visiteurs et son défilé de voitures et de taxis digne d'une soirée de bal de graduation. Mais il est 7 heures du matin et la fin des études n'est pas à l'ordre du jour!

Le rendez-vous est couru. Sur invitation du gouvernement et du Grand Conseil des Cris, près d'une centaine de fonctionnaires, entrepreneurs, bâtisseurs, prospecteurs et autres dignitaires des communautés criées du Nord-du-Québec investissent lentement les lieux entre poignées de main et odeur de café. Leur programme pour la journée? Dresser le bilan de la première année de «La Paix des Braves» et encourager du même

VOIR PAGE A 8: BRAVES

Une promesse de soulèvement qui ne se réalise pas

LIBÉRATION

Londres — Un homme promettait depuis dix ans aux Américains une victoire nette, rapide, sans bavure. Ahmed Chalabi, l'un des principaux opposants irakiens, est pour beaucoup dans la foi de Donald Rumsfeld ou de son adjoint, Paul Wolfowitz, en une guerre courte et joyeuse. Dès 1993, il avait annoncé une insurrection à Bassora et une défection massive au sein de l'armée irakienne dès le début des hostilités. Il ne manquait, dit-il, qu'une «étincelle» pour que le pays s'enflamme. Son plan avait été finalement remis au placard par l'administration Clinton et la CIA. Après douze jours de combats, le voilà à nouveau démenti par les faits.

Les revers militaires risquent d'accroître le discrédit d'une opposition déjà faible et divisée. Les faucons de l'administration Bush ont cru les exilés qui leur garantissaient le soulèvement des chiïtes et la chute brutale du régime aussitôt la guerre déclenchée.

«Même la Garde républicaine n'est plus sûre, nous affirmait à l'automne un ancien général. Saddam ne peut compter que sur ses forces spéciales et ses fedayins déployés autour de Bagdad». Ce haut gradé, réfugié en Grande Bretagne en 1992, annonçait même l'effondrement du parti Baas.

Persécutée pendant des décennies, la dissidence est à l'image de l'Irak. Loin de former une force nationale cohérente, elle additionne trop souvent des intérêts communautaires: kurdes, assyriens, turkmènes, chiïtes, sunnites...

VOIR PAGE A 8: SOULÈVEMENT

Autres informations en page A 5

INDEX

7	Annances.....	B 5	Guerre.....	A 5
8	Avis publics ..	B 4	Idées.....	A 7
	Bourse.....	B 2	Météo.....	B 5
	Culture.....	B 8	Mots croisés ..	B 4
	Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
	Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

LE DEVOIR.com

Manchettes

Dossiers

Art et plaisir

Le Devoir

Vous ne voulez rien rater de ce que Le Devoir publie sur les OGM ?

Créez...
votre revue de presse personnalisée.

• LES ACTUALITÉS •

Un autre juge confirme

La loi fédérale n'interdit pas la possession de marijuana

PRESSE CANADIENNE

Dartmouth, N.-É. — Une autre affaire de drogue a pris fin à cause de la controverse entourant la loi canadienne sur la marijuana.

Une juge d'une cour provinciale de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, a statué hier qu'aucune loi fédérale valide ne réglementait la possession simple de marijuana. La juge Flora Buchan a donc suspendu les accusations portées contre Paula Clarke, qui était accusée de possession d'une petite quantité de marijuana.

La juge a invoqué des jugements rendus récemment à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario, où des accusations similaires ont été levées. Elle a souligné que les citoyens de l'Ontario et de l'Île ne seraient vraisemblablement pas reconnus coupables de possession simple, et que les résidents de la Nouvelle-Écosse ont droit à un traitement égal.

La controverse remonte à 2000, quand la Cour d'appel de l'Ontario a décrété que la loi fédérale réglementant les drogues portait atteinte aux droits d'un homme ayant besoin de cannabis pour des raisons médicales. Le tribunal avait alors donné au Parlement un an pour reformuler sa loi. Le Parlement n'a toujours pas apporté les changements demandés et depuis, certaines accusations ont été suspendues en Ontario ainsi qu'à l'Île-du-Prince-Édouard.

Sous peine de se voir infliger une amende de 100 \$

Les mineurs ne peuvent plus fumer en public en Alberta

PRESSE CANADIENNE

Edmonton — À partir d'aujourd'hui, il devient illégal pour un adolescent albertain de fumer en public ou même de se trouver en possession de cigarettes. S'il est accusé en vertu de la nouvelle loi provinciale, un contrevenant peut se voir infliger une amende atteignant 100 \$. Le jeune pourrait aussi être forcé de suivre une thérapie ou être suspendu de son école.

Wes Bellmore, un porte-parole du service de police d'Edmonton, a déclaré que le corps de police ne dépenserait pas de fonds supplémentaires pour faire respecter la nouvelle loi, mais que si un agent jugeait approprié de porter des accusations, ce serait fait.

Il s'attend plutôt à ce que les 15 policiers affectés aux écoles secondaires comme personnes-ressources soient les plus impliqués dans la mise en application de la nouvelle loi, puisqu'il est désormais interdit de fumer sur le terrain de l'école.

Mais comme une large part du mandat de ces agents consiste à entretenir de bonnes relations avec les élèves, les policiers devront évidemment faire preuve de jugement au moment d'appliquer la nouvelle législation, a-t-il ajouté.

Les principaux et les enseignants ont sensibilisé leurs étudiants à la nouvelle loi, et des affiches seront apposées dans les corridors des écoles pour leur rafraîchir la mémoire.

LeRoy Johnson, le député qui est à l'origine du projet de loi d'initiative parlementaire (à titre privé), est un ancien enseignant préoccupé par la consommation de tabac chez les jeunes.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le député à l'origine de la loi, LeRoy Johnson, a affirmé que certains adolescents lui avaient dit qu'ils fumaient à cause de la pression de leurs camarades, et que s'il existait une loi leur interdisant de le faire, cela les aiderait. Il les a pris au mot, a-t-il dit.

Également président de la Commission albertaine sur l'abus d'alcool et de drogue, il a affirmé que certains adolescents lui avaient dit qu'ils fumaient à cause de la pression de leurs camarades, et que s'il existait une loi leur interdisant de le faire, cela les aiderait. Il les a pris au mot, a-t-il dit.

Également président de la Commission albertaine sur l'abus d'alcool et de drogue, il a affirmé que certains adolescents lui avaient dit qu'ils fumaient à cause de la pression de leurs camarades, et que s'il existait une loi leur interdisant de le faire, cela les aiderait. Il les a pris au mot, a-t-il dit.

Cinar affirme qu'une poursuite intentée contre elle est « sans fondement »

Cinar est accusée d'avoir contrevenu à une vieille loi américaine sur la sécurité et le commerce

PRESSE CANADIENNE

La société Cinar a soutenu hier que la poursuite de 55 millions \$US intentée contre elle pour diffamation, rupture de contrat, racket et autres délits, était « sans fondement ».

La poursuite a été déposée mercredi en Pennsylvanie par Silicon Isle Ltd., Globe-X Canadiana, Globe-X Management et le directeur général de Globe-X, Lowell Holden.

Selon Cinar, la poursuite est injustifiée et « des allégations qui y sont formulées sont sans fondement ».

Selon la poursuite, Cinar aurait contrevenu à une vieille loi américaine sur la sécurité et le commerce. A la suite du scandale de 2000, Globe X avait accepté de verser des paiements totalisant 80 millions US à Cinar. Les paiements ayant cessé au printemps 2001, Cinar a demandé à la Cour suprême des Bahamas de liquider le groupe Globe-X. La requête a été acceptée mais Globe-X a interjeté appel.

En janvier, Cinar avait soumis à la Haute cour de justice d'Anguilla une requête visant l'application de l'ordre de liquidation prononcé

par la Cour suprême des Bahamas ou l'obtention d'un ordre de liquidation à Anguilla.

Entre-temps, Globe-X avait déposé une poursuite de 66 millions CAN contre Cinar, l'accusant de rupture de contrat et de diffamation.

En mars 2000, les révélations selon lesquelles Cinar avait prêté 125 millions US à Globe-X sans l'autorisation de son conseil d'administration avaient déclenché une crise au sein de l'entreprise.

Les fondateurs et chefs de la direction de Cinar avaient alors été obligés de quitter leurs fonctions.

L'état d'urgence est déclaré à Oxford, en Nouvelle-Écosse

La crue des eaux afflige les résidents des provinces maritimes

PRESSE CANADIENNE

Oxford, N.-E. — Les fortes pluies des derniers jours allié à la fonte des neiges et aux marées hautes ont forcé les autorités à procéder à l'évacuation d'entreprises et de domiciles dans les Maritimes et l'état d'urgence a été proclamé dans au moins une ville.

Dans le centre de la Nouvelle-Écosse, la communauté d'Oxford, qui compte 1300 habitants, a été placée en état d'urgence après que trois rivières, la Philip, la Black et la Little, furent sorties de leur lit. On y a rapporté 90 mm de pluie en 24 heures et le centre-ville a été isolé par la crue des eaux. Les résidents d'un foyer pour personnes âgées ont dû être évacués.

Deux ponts ont également été fermés à la circulation après

que l'eau fut montée à la hauteur des tabliers, de même que la route principale menant à la ville, qui était inondée hier en plusieurs endroits.

La crue des eaux a également été ressentie durement à Truro où une centaine de personnes ont été évacuées, a indiqué la station de télévision ATV. Une usine de fabrication de vêtements était d'autre part menacée d'inondation après que la rivière Salmon eut gonflé de près de deux mètres.

D'autres routes inondées ont été rapportées à l'ouest de Charlottetown, ainsi que quelques panes de courant causées par le verglas dans le secteur ouest de l'Île-du-Prince-Édouard.

Des résidents du Nouveau-Brunswick ont également dû composer avec des panes de courant, des routes inondées et

des sous-sol transformés en piscines intérieures.

Combinaison de facteurs

Selon les autorités, ces inondations sont le résultat d'une rare combinaison de facteurs, y compris une marée haute, la fonte de la neige et des pluies abondantes.

A 17h, hier, Énergie Nouveau-Brunswick signalait que 40 000 de ses clients étaient en panne. Un porte-parole, Jeffrey Carleton, prévoyait que la situation ne serait pas rétablie pour tout le monde avant ce matin.

L'Agence de surveillance des rivières, qui fait partie de l'Organisation des mesures d'urgence du Nouveau-Brunswick, a fait savoir que les divers cours d'eau du sud de la province subissaient une crue rapide et a demandé la population d'être sur le qui-vive.

Aujourd'hui, 1^{er} avril

La Chaîne culturelle

VOUS MÈNE EN BATEAU.

Des centaines de disques à gagner!

Embarquez dès 6 h...

et voguez jusqu'à 18 h au gré des eaux désoignées de la musique, avec la complicité d'Edgar Fruitier, de Carole Trahan, François Dompierre, Johane Despins, Mario Paquet et Claude Saucier, et la joyeuse participation de Nathalie Choquette, Françoise Davoine, Élisabeth Gagnon, Christopher Hall, Jacques Lacombe, Mathieu Lussier et Catherine Perrin.

Une idée de Claire Bourque

100.7 FM

Chaîne culturelle

Radio-Canada

www.radio-canada.ca/radio

GRATUIT

Conférence sur les placements reliés aux ressources naturelles

Sam. dim. 12-13 avril

Palais des Congrès (1001, rue de Bleury)

Présentations en continu

Deux jours complets de 8 h à 18 h

Plus de 40 conférenciers

Sur l'or, les diamants, le platine

Les placements reliés aux ressources naturelles canadiennes, les placements de l'avenir

 J. Turk Freemarket Gold	 J. Kaiser Bottom Fishing	 Adrian Day Investment Analyst	 D. Coffin Hard Rock Analyst	 L. Roulston Resource Opportunities	 W. Murphy GATA
 Pamela Aden Aden Report	 Mary Anne Aden Aden Report	 Ian Gordon Long Wave Analyst	 E. Coffin Hard Rock Analyst	 P. Grandich Trinity Financial	 Paul van Eeden Int. Speculator
 V. Adair Refco	 I. Paquette Growth Stocks	 D. Skarica Profits	 de Barros Fonds US	 M. Levy Border Gold	
 A. Gaumont Virginia	 J. Ryder Dior	 J. Freeze Candente	 M. Bailey Minifinders	 S. Lacroix Res. nat. QC	
 E. Coates Cambior	 G. Mullan Can. Royalties	 H. Barr PFN/Freegold	 D. Hottman Nevada Pacific		
 C. Bradbrook Goldcorp	 B. Dalton Altius	 G. Laing St. Andrew	 C. James TVI Pacific		

Pour vous inscrire en ligne ou obtenir plus de détails

www.goldshow.ca

Ou télécopiez les noms des participants au (604) 687-4726

Inscrivez un ami et assistez aux conférences sans frais

CAMBRIDGE HOUSE (604) 687-4151

475, Howe Street, bureau 320

Vancouver BC V6C 2B3

Cambridge House Int. Inc. Spécialiste des conférences sur les placements

Salon GRATUIT — plus de 70 entreprises

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

S'adresser à son
répondant local

Après le déficit de 2,2 millions à Sydney

Les Jeux gay de Montréal devront voir plus petit

La Fédération des jeux gay juge trop ambitieux les objectifs de 24 000 athlètes et de 250 000 visiteurs

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Les Jeux gay de Sydney ayant essuyé un déficit de 2,2 millions de dollars l'an dernier, la Fédération des jeux gay, basée à San Francisco, a demandé au comité organisateur montréalais de modérer ses ambitions en vue du rendez-vous de 2006. Les prévisions de participation pour les Jeux gay de Montréal ont donc prudemment été revues à la baisse, passant de 24 000 à 15 000 athlètes.

En novembre dernier, 13 000 athlètes ont convergé vers Sydney pour participer à la 6^e édition des Jeux gay. Avec des retombées économiques pour la région de 100 millions de dollars, la grande rencontre s'est avérée un succès tant sur le plan sportif que touristique pour la ville australienne.

Dans les coulisses, la partie a été moins facile. Avant le coup d'envoi, les organisateurs envisageaient déjà des pertes financières et avaient même songé à annuler l'événement compte tenu du manque de liquidités. Les jeux ont finalement eu lieu, mais, pour les organisateurs, l'aventure s'est soldée par un déficit de près de 2,2 millions de dollars.

Ce n'était pas la première fois que les Jeux gay, fondés en 1982, affichaient des bilans financiers négatifs. En 1994, les organisateurs des Jeux gay de New York avaient dû composer avec un déficit d'un million de dollars. Une campagne de financement permettant de réduire la dette de moitié n'avait pas empêché l'organisation de faire faillite. En 1998, la municipalité d'Amsterdam avait volé au secours des Jeux en injectant 3,6 millions de dollars afin d'assurer la tenue de l'événement.

Pas à Montréal

La Fédération des jeux gay n'a pas envie que l'histoire se répète à Montréal. Elle a donc demandé au comité organisateur de Montréal 2006 d'être prudent dans ses prévisions budgétaires et de renoncer à voir trop grand. Elle a jugé que les objectifs optimistes de 24 000 athlètes et de 250 000 visiteurs attendus étaient un peu trop ambitieux.

Le comité organisateur de Montréal 2006 a accepté de revoir ses prévisions à la baisse et a élaboré un budget en tenant compte d'un nombre minimal de participants, soit 15 000 athlètes. «Nous devons surtout essayer de contrecarrer cette idée que "the bigger the better". Ce n'est pas la taille ni le nombre de participants qui font le succès des Jeux», indique Roberto Mantaci, coprésident de la Fédération des jeux gay, de son bureau de Paris.

Louise Roy, directrice générale du comité organisateur de Montréal 2006, est tout à fait d'accord avec l'idée de s'en tenir à un scénario prudent quitte à revoir le budget à la hausse plus tard. Selon elle toutefois, le contexte des Jeux de Montréal est bien différent. Alors qu'en Australie, le comité ne disposait que de deux ans pour planifier l'événement, à Montréal, on s'affaire depuis six mois à la préparation du montage financier. Et l'erreur de Sydney, dit-elle, c'est d'avoir mis principalement sur les revenus des inscriptions et des fêtes organisées parallèlement



Un participant à la cérémonie d'ouverture des Jeux gay de Sydney, en 2002. En novembre dernier, 13 000 athlètes ont convergé vers l'Australie pour participer à l'événement.

aux compétitions sportives pour financer l'événement. Les athlètes sont venus moins nombreux qu'on ne le prévoyait et les soirées n'ont pas généré les profits escomptés.

Diversifier les sources

Afin de minimiser les risques, le comité montréalais entend diversifier les sources de financement en partageant l'assiette de revenus (de 20 millions dans le plan initial) entre l'aide gouvernementale (14,5 %), les frais d'inscription (18,5 %), la billetterie (21,3 %), laissant une large part aux commandites et aux campagnes de financement (39,5 %). Et surtout, le comité a un avantage sur ses prédécesseurs: il a déjà en poche l'assurance d'une aide financière de deux millions d'Ottawa et de Québec en plus d'avoir conclu une entente avec la

Ville de Montréal pour bénéficier de ses infrastructures sportives, une aide évaluée à un million.

Louise Roy est confiante. La réputation de Montréal comme destination gay commence à faire le tour du monde et le comité organisateur peut compter sur plusieurs partenaires fiables comme Tourisme Montréal, qui s'intéresse depuis des années à la clientèle gay, et Divers/Cité dont les célébrations coïncideront avec les Jeux en 2006.

Pour Roberto Mantaci, un bilan financier déficitaire à Montréal pourrait avoir des effets désastreux pour les Jeux gay. «Si la prochaine édition est un échec financier, ça va vraiment devenir très sérieux pour l'avenir des Jeux. Mais je ne pense pas qu'on en soit là parce que les gens comprennent qu'on peut réussir si on s'y prend bien», dit-il.

Les dissidents du conseil de bande bloquent la route 344

Les gouvernements tentent de rapprocher les parties à Kanesatake

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les gouvernements ont fait un premier pas, hier, dans le but de désamorcer la crise qui secoue Kanesatake depuis quelques jours.

Dans une lettre qu'il leur a fait parvenir hier, le gouvernement fédéral invite les six membres du conseil de bande à prendre part à une rencontre avec des fonctionnaires d'Ottawa et de Québec.

Mais pour qu'une telle réunion ait effectivement lieu, les trois membres dissidents du conseil de bande devront accepter de démanteler la barricade qui, depuis hier après-midi, bloque complètement la circulation sur la route 344, entre Oka et Saint-Placide, à une trentaine de kilomètres au nord de Montréal. Seuls les résidents, les véhicules d'urgence et les écoliers peuvent traverser la barricade. Deux camionnettes barrent la route, dont une arborant un drapeau mohawk.

«C'est une condition sine qua non que de lever l'entrave à la circulation», a expliqué Mathieu Alarie, attaché de presse du ministre québécois des Transports et de la Sécurité publique, Serge Ménard. «Pour nous, cette

entrave est inacceptable», a-t-il ajouté, en précisant que les gouvernements attendaient une réponse «d'une heure à l'autre». Aucun ultimatum formel n'a toutefois été fixé aux Mohawks, a-t-on appris à Ottawa.

Entre-temps, le grand chef de Kanesatake, James Gabriel, a menacé de recourir aux Peacekeepers et à la Sûreté du Québec pour rétablir la circulation. «Si ça continue, [...] il risque toujours d'y avoir une dégradation de la situation et si le chemin est bloqué au complet, je vais faire la demande au Mohawk police d'intervenir», a-t-il affirmé.

Le ministre Ménard a assuré que Québec disposait d'un plan d'intervention en cas de prolongation de la crise, mais qu'il ne pouvait pas le rendre public. «Nous devons être prêts pour faire face même à l'imprévisible», a-t-il indiqué.

La crise a pris naissance lorsque les trois dissidents du conseil de bande ont demandé, ces derniers jours, la démission de M. Gabriel, à qui ils reprochent d'avoir renouvelé le mandat du corps de police sans leur accord. Les dissidents veulent prendre connaissance du contrat signé avec Ottawa. Ils exigent en outre que seuls des policiers mohawks travaillent à Kanesatake,

ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le grand chef Gabriel accuse pour sa part le principal dissident, Steven Bonspille, de s'être servi de l'échéance de la présente entente — elle a pris fin hier — pour faire du chantage, parce qu'il désire être nommé chef négociateur du conseil de bande auprès du gouvernement fédéral.

M. Bonspille prétend que dans l'état actuel des choses, les dissidents n'avaient d'autre choix que de bloquer la route 344. «Le gouvernement du Canada veut la confrontation plutôt que des négociations, a-t-il martelé. Ce n'est pas ma façon de faire, la confrontation, mais quand le Canada refuse de parler avec la communauté, c'est tout ce qu'il reste à faire.»

Hier, le ministre fédéral des Affaires indiennes, Robert Nault, a désapprouvé l'érection de la barricade, sans toutefois aller jusqu'à réclamer son démantèlement. «Quand on est un gouvernement, il faut agir comme un gouvernement, a-t-il déclaré à Gatineau. Ériger une barricade pour résoudre des problèmes internes n'est pas très utile.» Le ministre Nault a très clairement donné son appui au grand chef Gabriel, «qui a été démocratiquement élu», a-t-il tenu à rappeler.

Postes bilingues
dans la fonction publique fédérale

Dyane Adam réclame le bilinguisme sine qua non

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Les fonctionnaires fédéraux désirant être promus à des postes désignés bilingues devraient déjà être bilingues et non pas seulement promettre de le devenir, croit la commissaire aux Langues officielles, Dyane Adam.

Mme Adam pense qu'il est temps pour l'appareil fédéral de revoir son processus de dotation de postes de direction. La fonction publique fédérale devrait ainsi faire du bilinguisme une compétence sine qua non — pour les postes où il est exigé — plutôt qu'une compétence «secondaire» comme on semble le traiter.

Deux ans de grâce

Depuis 1998, les hauts fonctionnaires obtenant un poste désigné bilingue ont en effet deux ans pour acquérir la maîtrise de la seconde langue (dans la majorité des cas, il s'agit du français). Ceux qui étaient déjà en poste ont obtenu une période de grâce de cinq ans pour le faire, période qui venait à échéance hier. La présidente du Conseil du trésor, Lucienne Robillard, devrait dresser un bilan de la situation au cours des prochains jours.

«La conséquence la plus importante [de cette période de grâce], c'est que ça donne le message très clair dans l'appareil fédéral que c'est une compétence secondaire, c'est-à-dire qu'on peut toujours passer outre», explique Mme Adam en entrevue avec *Le Devoir*.

Selon Mme Adam, ces deux années de grâce avaient leur raison d'être au départ: tous les Canadiens, selon la province d'où ils arrivent, n'avaient pas eu dans leur vie un accès égal aux deux langues. Mais maintenant que la fonction publique fédérale met à leur disposition des cours de langue et que, de façon générale, de plus en plus d'étudiants sortent des écoles avec une connaissance de l'autre langue officielle et que le gouvernement fédéral a mis en place un plan de 751 millions de dollars pour relancer les langues officielles, cette politique n'a plus sa raison d'être, croit Mme Adam.

Les postes désignés bilingues dans la fonction publique fédérale se retrouvent dans les zones désignées comme telles, soit tout le Nouveau-Brunswick, certaines parties du nord et de l'est de l'Ontario, la région d'Ottawa, de Montréal et certains secteurs de l'Estrie, de la Gaspésie et de l'ouest du Québec. Dans ces régions, seulement environ le tiers des emplois de direction sont désignés bilingues. Rien qui puisse bloquer les perspectives de carrière d'un fonctionnaire incapable d'apprendre une deuxième langue, fait valoir Mme Adam.

«La compétence linguistique, c'est comme n'importe quelle autre compétence: ça s'acquiert.» Selon la commissaire, les hauts fonctionnaires sont des gens ambitieux prêts à prendre «des tas de cours» pour se qualifier pour les plus hauts échelons. Ce ne sera pas différent pour les langues si on envoie le message que c'est important. «Je ne crois pas qu'il y ait aucune entrepris qui n'exige de ses dirigeants un haut niveau de compétence, que ce soit en finance ou autre. Dans ce cas-ci, c'est linguistique.»

On ignore encore combien de hauts fonctionnaires soumis à la date butoir d'hier ont réussi le test de bilinguisme. Il y a deux ans, ils étaient environ 450 à ne pas répondre aux exigences linguistiques de leur poste.

«Avec la décision de Mme Robillard de ne pas reporter la date butoir, il y a des gens qui remettaient depuis longtemps, qui "procrastinaient", qui ont pris des cours, dit Mme Adam. Ma prédiction, c'est que ce chiffre [le nombre de personnes qui ont pris des cours dans l'année et réussi le test] sera beaucoup plus élevé qu'il ne l'était au cours des années précédentes.»

EN BREF

Herb Dhaliwal nie appuyer Sheila Copps

Ottawa (PC) — Pendant un instant, le ministre du Patrimoine Sheila Copps croyait bien avoir l'appui du ministre des Ressources naturelles Herb Dhaliwal dans sa quête pour succéder à Jean Chrétien à la tête du Parti libéral du Canada. En cours de journée hier, l'équipe de la ministre a émis un communiqué indiquant que Herb Dhaliwal appuyait la candidature de Mme Copps. Mais peu de temps après, le bureau de M. Dhaliwal émettait à son tour un communiqué laissant savoir que le ministre préférerait demeurer neutre. L'équipe de Sheila Copps croyait que puisqu'il vient de l'Ouest du pays, M. Dhaliwal serait en mesure de convaincre les libéraux de l'Ouest d'appuyer Mme Copps.

PATIENCE, IL ARRIVE.

EN AVRIL LE TOUT NOUVEAU LEXUS RX330



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. LEXUS

• LES ACTUALITÉS •

À chaud



LOUISE VANDELAC

Deux semaines en campagne

On les accuse, à raison, de polluer l'eau, l'air et les champs d'engrais et de pesticides, de lisier de porc, et désormais d'OGM ruinant l'agriculture bio. Les agriculteurs du Québec, autrefois respectés, semblent de plus en plus mal aimés. Même ceux qui tentent de réduire leurs intrants ou de résister aux OGM ont l'impression qu'ils n'en font jamais assez. Ils ressemblent à ces mères épuisées par leur double-travail-demi-salaire, exaspérés de ne pas réussir à répondre aux 1001 demandes contradictoires travail-famille-société...

Or, tant qu'elles ont cru être mal organisées, elles ont carburé à la culpabilité, faisant ainsi augmenter les cadences. Jusqu'au jour où elles ont compris à quel point, à incarner le mythe de la «super femme» exigé, elles se faisaient «organiser» et la société désorganiser! Tout comme les agriculteurs, piégés par le modèle unique de la «super femme» hyper-industrialisée, dont les efforts sont avalés par des politiques agricoles d'exportation qui négligent tous les autres rôles de l'agriculture dans la vitalité des paysages, de l'environnement, du patrimoine et des régions.

Pour un nombre croissant de citoyens, de telles politiques sont non viables et témoignent de problèmes structurels qui exacerbent les tensions jusqu'à un point de quasi non-retour social et écologique dont nous payons tous les frais et dont on nous impute les coûts. Aura-t-on l'audace de penser écologiquement ce «pays bleu et vert» d'eaux, de forêts, de champs et de vergers, comme cet autre continent du nord de l'Amérique?

Louise Vandelac est professeure en sociologie et à l'Institut des sciences de l'environnement, à l'UQAM.

Qui décontaminera la nappe souterraine de Mercier?

Cinq groupes environnementaux réclament des engagements de la part des partis politiques

LOUIS-GILLES FRANÇEUR
LE DEVOIR

Cinq groupes environnementaux nouvellement coalisés ont réclamé hier des partis politiques québécois des engagements électoraux précis en ce qui a trait à la décontamination de la nappe souterraine de Mercier, qui est polluée sur 30 km² depuis maintenant 35 ans!

D'autre part, la nouvelle coalition insiste pour que les partis en lice s'engagent aussi à ne pas lever le moratoire sur le creusage de nouveaux puits dans la zone contaminée et dans la zone tampon voisine, par souci de sécurité environnementale. De plus, les cinq groupes deman-

dent la réactivation des enquêtes policières et des procédures judiciaires qui ont été suspendues dans ce dossier dans lequel des gestionnaires de l'incinérateur local ont délibérément rejeté des contaminants toxiques dans le sol. Les ordres gouvernementaux en vue de décontaminer le site se sont par ailleurs enlisés dans des procédures juridiques, ce qui paralyse les projets de décontamination depuis des années et fait épargner des millions en intérêts annuels à qui devrait écopier de cette facture de plusieurs dizaines de millions de dollars...

«En autorisant le déversement de 170 000 mètres cubes de résidus huileux et hautement toxiques dans les anciennes lagunes de

Mercier à compter de 1968 et en ne faisant pratiquement rien par la suite pour décontaminer les lieux, les gouvernements qui se sont succédé depuis ont fait de la région une zone de sacrifice national de 30 km². Il s'agit de la pire catastrophe écologique de l'histoire du Québec, dont la gravité a d'ailleurs été reconnue par l'OTAN», lit-on dans la missive envoyée par la coalition des cinq groupes à Bernard Landry, Jean Charest, Mario Dumont et aux représentants du Parti vert et de l'UFP.

À la suite d'une consultation publique sur les scénarios de restauration, la commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) soulignait au gouvernement québécois la nécessité d'intervenir «le plus rapidement possible». C'était en 1994...

Puits illégaux

La coalition demande en outre au gouvernement de prendre des mesures pour que les puits creusés illégalement dans la zone contaminée ne modifient pas le fonctionnement du piège hydraulique installé pour attirer les eaux souterraines contaminées vers l'usine d'épuration installée par Québec et dont le fonctionnement coûte annuellement des centaines de milliers de dollars aux contribuables en attendant la décontamination.

La nouvelle Coalition nationale pour la décontamination de Mercier est formée du groupe Décontamination-Mercier, du comité «Je bois clair», de la corporation Héritage Saint-Bernard, de la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau (Eau-Secours) et de la Société pour vaincre la pollution (SVP).

Pour «irresponsabilité fiscale»

Chrétien reçoit un prix Teddy

PRESE CANADIENNE

Ottawa — Le premier ministre Jean Chrétien et le registre fédéral des armes à feu ont remporté hier les prix «Teddy» remis par la Fédération des contribuables canadiens pour «irresponsabilité fiscale». Le maire de la ville de Winnipeg, Glen Murray, a aussi été honoré d'un Teddy pour ce qui a été décrit comme des «toilettes d'un million de dollars».

Aucun des lauréats ne s'est cependant présenté pour recevoir son trophée. Un porte-parole du premier ministre a notamment indiqué que celui-ci avait un horaire trop chargé pour venir accepter la distinction.

Les prix Teddy ont été baptisés ainsi en «l'honneur» de Ted Weatherill, qui a été limogé de son poste de président de la Commission canadienne des relations de travail en 1999, après la divulgation de ses notes de frais, lesquelles incluaient un repas de 700 \$ consommé à Paris.

«Les prix Teddy sont accordés chaque année au titulaire d'une charge publique, au fonctionnaire, au ministre ou à l'agence qui illustre le mieux le gaspillage gouvernemental, les dépenses exagérées, la taxation excessive, la réglementation abusive, le manque de transparence ou toute combinaison de ces cinq éléments», a expliqué Water Robinson, directeur de la fédération. Il y a trois catégories: pour l'ensemble des réalisations, fédéral et provincial-municipal.

Le premier ministre a obtenu le prix pour l'ensemble de ses réalisations — plus précisément, selon la fédération, pour «la dette publique laissée en héritage, ses dépenses records et un mépris évident de la démocratie parlementaire».

Le registre fédéral l'a emporté pour l'ampleur de son coût — le Vérificateur général a prêté qu'il aurait exigé des dépenses d'environ un milliard d'ici à 2004-05. Il devait à l'origine ne coûter que 119 millions.

Saint-Hubert a eu son débat sur les questions sociales

LIA LÉVESQUE
PRESE CANADIENNE

Longueuil — Quelques heures avant le grand débat des chefs de soirée hier, les partis politiques se sont affrontés sur diverses questions sociales à Longueuil, devant des groupes intéressés et quelques membres du public.

Ce «petit» débat devant une cinquantaine de personnes, dans l'arrondissement Saint-Hubert sur la Rive-Sud, réunissait le Parti québécois, le Parti libéral, l'Action démocratique et l'Union des forces progressistes. La lutte contre la pauvreté était à l'ordre du jour, tout comme le financement des groupes communautaires, une campagne de sensibilisation sur la violence faite aux femmes, le soutien à l'alphabétisation et l'accès à la justice, entre autres.

Le représentant du Parti québécois, Camil Bouchard, appelé à

défendre le mandat du gouvernement péquiste alors qu'il ne faisait pas partie de ce gouvernement, a eu le mérite de répondre franchement même quand il ne donnait pas la réponse espérée.

Ainsi, quand les organisateurs du débat lui ont demandé s'il s'engageait à investir 2,5 millions dans une campagne de sensibilisation sur la violence faite aux femmes, M. Bouchard n'a pas acquiescé. Il a expliqué qu'avant une campagne de sensibilisation, il fallait d'abord s'assurer que les ressources d'aide sont suffisantes pour répondre aux besoins ainsi suscités et qu'il ne servait à rien d'«inonder» les maisons d'hébergement si elles n'avaient pas les moyens de suffire à la demande. Il a aussi distingué campagne de prévention et de sensibilisation, affirmant que la prévention pouvait aussi être faite auprès des jeunes, à l'école.

Le représentant de l'Union des

forces progressistes, Alexandre Boulé, issu du milieu syndical, avait beau jeu, avec un programme déjà collé sur les revendications des groupes sociaux. Ses réponses sur la lutte contre la pauvreté, la vision sociale et globale de la santé, la hausse du salaire minimum, notamment, ont plu.

Une faiblesse

Quant à la représentante du Parti libéral, Brigitte Mercier, ses réponses ont moins bien porté parce qu'elle lisait parfois une feuille préparée d'avance ou qu'elle exhibait le programme du parti. Néanmoins, elle a eu le mérite d'être franche en répondant à une question difficile sur la principale faiblesse de son parti. Sa faiblesse, dit-elle, est de vouloir geler les budgets de tous les ministères sauf ceux de la Santé et de l'Éducation, ce qui ferait qu'«on n'aura peut-être pas assez de fonds pour les autres mi-

nistères». Mais il faut faire des choix, a-t-elle justifié.

Invité de même à nommer la faiblesse du PQ, M. Bouchard n'a pu répondre, se disant pris au dépourvu par la question.

En réponse à plusieurs questions, la représentante de l'ADQ, Judy Fay, a répondu par la volonté de son parti de favoriser la régionalisation, interprétant celle-ci comme une façon de laisser les régions décider de leurs propres priorités, selon leurs besoins.

Remerciant les quatre candidats, le coordonnateur de la Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie, Bertrand Loiseau, a souligné «des belles promesses» entendues des quatre candidats, soulignant toutefois leur «manque de vision globale». «La santé, ça inclut le logement social, le transport en commun», a-t-il plaidé, ajoutant qu'il faut «aller au-delà des maudites urgences».



Boys & Girls Learn English à Camp MaroMac
Un camp anglais sportif et artistique région du Mont-Tremblant pour les 6 à 16 ans
Un environnement familial où les directeurs et les moniteurs connaissent votre enfant
Session de 2, 3 1/2 ou 7 semaines. Instruction professionnelle. Stage aspirants-moniteurs

36^e SAISON
«Camp MaroMac fait preuve d'un professionnalisme exemplaire dans le monde des camps de vacances» Rapport ACQ
1-800-884-2267 (514) 485-1135
www.maromac.com

Ski nautique • Voile • Escalade • Baseball • Golf • Théâtre • Gymnase • Tennis • Basketball

McGill CAMP DE JOUR ANGLAIS 2003

3 sessions de 2 semaines, du 30 juin au 8 août
15 heures de cours de langue
15 heures d'ateliers et d'activités éducatives par semaine

Camp Location : Pensionnat Saint-Nom-de-Marie, 628 ch. Côte Ste-Catherine, Outremont
Tél.: (514) 398-3529 Fax : (514) 398-4233
Site web : www.education.mcgill.ca/oc/camp

Anglais Langue Seconde Plus Intensif

LE SÉJOUR LINGUISTIQUE DU COLLÈGE DE STANSTEAD
17 saison

Pour apprendre l'anglais efficacement pour les jeunes de 11 à 16 ans.

Du 29 juin au 19 juillet 2003
Plus de 45 heures de cours d'anglais avec des professeurs qualifiés et des sorties culturelles en langue seconde. Activités diverses, sports et camping favorisant également l'apprentissage d'une nouvelle langue. Gymnase, piscine intérieure, squash, terrains de tennis, de soccer et de football et un centre des jeunes. Résidences séparées et supervisées.
THÈME DE L'ÉTÉ 2003 : « LES FESTIVALS DU MONDE »
Pour nous rejoindre : (819) 876-7891, poste 246 - www.stansteadcollege.com/scla

CAMP D'INITIATION À LA MICROBIOLOGIE
... à la découverte du «micromonde» !

Camp scientifique pour les 10 à 15 ans

Expériences en laboratoire

- Ensemencement de micro-organismes;
- Coloration de bactéries;
- Observation au microscope;
- Fabrication de fromage, yogourt et pain;
- Punch biologique;
- Décontamination;
- Antibiogramme...

Activités extérieures
Animateurs scientifiques et dynamiques
Juillet et août / semaine de détente
Durée de 5 jours (9h00 à 17h00)
Camp de jour (hébergement disponible)

Informations : www.musee-afrapper.qc.ca / 450-686-5641 # 4781

vacances ANGLOFUN Venez vivre une expérience inégalable tout en anglais!

Notre site, dans les Cantons de l'Est, accueille depuis 1986 les jeunes âgés de 6 à 17 ans pour les séjours d'immersion anglaise de niveau débutant, intermédiaire et avancé.

ON APPREND...

- Ateliers d'anglais structurés en grammaire, projets, vocabulaire et jeux à tous les matins.
- Moniteurs et professeurs formés pour l'apprentissage de la langue seconde.
- Immersion totale pendant tout le séjour.

ON S'AMUSE...

- Avec les sports, avec les animaux de la ferme.
- Avec le groupe: théâtre, arts plastiques, peintures, randonnées, danses, feu de camp.

Pour tout renseignement:
400 chemin de la Diligence, Stukely (Qc) JOE 210
Tél.: (450) 297-3717 • Fax: (450) 297-3374 • SANS FRAIS: 1-877-777-7386
Internet: www.anglofun.qc.ca Courriel: info@anglofun.qc.ca

CAMP MUSICAL DE LANAUDIÈRE
Pour filles et garçons 9 à 17 ans
Lac Priscault, St-Côme
4 sessions : 22 juin au 16 août 2003
Fernand Lindsay, C.S.V.,
Directeur Musical

- Musique instrumentale
- Musique de chambre
- Chorale et orchestre
- Auditions musicales dirigées

C.P. 44, Joliette J6E 3Z3 Télécopieur: (450) 755-4385 Tél.: (450) 755-2496
muslanoudiere@sympatico.ca

PROGRAMME COMPLET
EXCURSION DE CANOT
APPRENTISSAGE DE L'ANGLAIS
PROGRAMME DE FORMATION

www.wabikon.com
(416) 483-3172

Le camp international pour filles et garçons de 6 à 17 ans
Des sessions de 10 jours, 3 et 6 semaines
Service d'autobus à partir de Montréal et d'Ottawa
Pour recevoir notre dépliant et une liste de références du Québec

Venez apprendre tout en vous amusant à l'École de langue estivale BCS

Un programme d'immersion en résidences pour garçons et filles de 11 à 15 ans.

- Cours de français ou d'anglais en salle de classe
- Petits groupes d'étudiants de diverses nationalités
- Gamme complète de sports et de loisirs en français et en anglais

Du 29 juin au 26 juillet 2003

Bishop's College School
Lennoxville (Québec)
Canada J1M 1Z8
Tél.: 819 566 0227 poste 319 • Téléc.: 819 822 8917 • Courriel: summer@bishopscollegeschool.com

AMÉLIOREZ VOTRE ANGLAIS AU COLLÈGE CHAMPLAIN DE LENNOXVILLE

Programmes pour PORTES OUVERTES LE DIMANCHE 4 MAI 13h à 16h

8-12 / 13-17 ans

(819) 564-3666 poste 684 Téléc. (819) 564-5171
Route 198, Lennoxville (Québec) J1M 2A1
www.crc-lennox.qc.ca

PROGRAMME INTENSIF D'IMMERSION ANGLAISE
29 juin au 19 juillet 2003 pour garçons et filles de 11 à 14 ans

- neuf heures d'activités dirigées par jour
- cours, sports, ateliers, excursions et voyages
- formation de petits groupes homogènes
- site enchanteur aux portes du Vermont (2km)

ÉTÉ 2003

Pour obtenir le feuillet d'information, communiquez avec :

COLLÈGE DES URSLINES
500, rue Dufferin, Stanstead (Québec) J0B 3E0
Tél.: (819) 876-2795 Téléc.: (819) 876-2797
www.ursline.qc.ca

LE DEVOIR

LA GUERRE EN IRAK

Le National Geographic et la NBC congédient Peter Arnett

AGENCE FRANCE-PRESSE

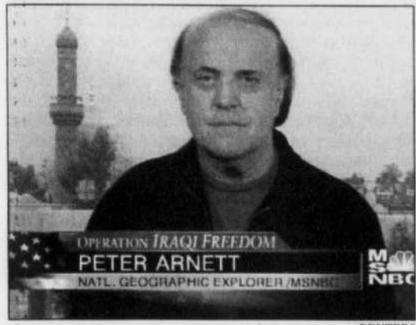
New York — Le prestigieux magazine *National Geographic* a à son tour mis fin à ses relations avec le journaliste américain Peter Arnett à la suite de son interview à la télévision d'Etat irakienne au cours de laquelle il a critiqué les stratégies américaines.

Peter Arnett, qui s'était fait connaître pour sa couverture pour la chaîne américaine CNN de la première guerre du Golfe en 1991, a d'abord été licencié hier matin par la chaîne NBC, avec laquelle le *National Geographic* a des relations de travail.

C'est pour *National Geographic Explorer*, une émission produite par le magazine américain, que le journaliste s'était en premier lieu rendu à Bagdad. Après le départ de Bagdad des équipes de NBC, il avait commencé à assurer des correspondances diffusées sur NBC et sur la chaîne câblée du groupe, MSNBC.

Dans un communiqué, le *National Geographic*, qui est édité par l'association sans but lucratif *National Geographic Society*, indique: «*La National Society n'avait pas autorisé et n'avait pas eu connaissance au préalable de l'interview de M. Arnett avec la télévision d'Etat irakienne et, si elle avait été consultée, ne l'aurait pas autorisée.*»

Peter Arnett, 68 ans, citoyen américain d'origine néo-zélandaise, était l'un des rares journalistes américains encore en poste à Bagdad. Il a déclaré hier qu'il n'avait de projet précis pour son avenir immédiat. «*Il y a une petite île du Pacifique Sud, inhabitée, vers laquelle je vais essayer de nager,*», a-t-il plaisanté.



OPERATION IRAQI FREEDOM
PETER ARNETT
NATL. GEOGRAPHIC EXPLORER / MSNBC

REUTERS

Plan de guerre

Les critiques fusent au sein de l'administration

PATRICK ANIDJAR
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Une dizaine de jours après le début des combats, les accusations fusent dans la presse américaine où, sous couvert de l'anonymat, des responsables du renseignement et du Pentagone dénoncent des erreurs d'évaluation dans la guerre contre l'Irak.

Officiellement, le ton des responsables américains, autant politiques que militaires, reste celui de l'unité. En coulisses toutefois, des sources anonymes, confortées par les difficultés sur le terrain face à la résistance irakienne, se laissent aller à la critique et s'en épanchent dans les colonnes des journaux.

Le magazine *New Yorker* rapportait dans son édition d'hier que plusieurs stratèges américains avaient accusé le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld d'avoir délibérément ignoré leurs recommandations en faveur d'un accroissement des effectifs engagés.

Dans la même veine, jeudi, une semaine après l'ouverture des hostilités, le *Washington Post* a donné la parole à des «*analystes du renseignement*» à la CIA et au Pentagone accusant l'équipe Bush de ne pas avoir traduit leurs mises en garde «*dans les prévisions faites en public par l'administration.*»

Or, selon ces analystes, ces avertissements étaient destinés à montrer «*combien la guerre serait difficile*» et comment les troupes américaines risquaient de se heurter à une résistance de paramilitaires irakiens.

Avec les difficultés rencontrées durant les opérations, ces accusations ont pris la forme d'un règlement de compte qui n'est pas sans évoquer celui qui a suivi les attentats du 11 septembre, chaque agence du renseignement accusant l'autre d'avoir été incapable de prévoir les pires attentats de l'histoire.

«*Le renseignement que nous avons accumulé avant la guerre reflète avec précision ce que les troupes voient sur le terrain maintenant,*», a affirmé au *Post* «*un responsable du renseignement militaire.*» «*La question est de savoir si les auteurs du plan et les politiciens ont pris en compte ces informations dans sa préparation,*», a-t-il insisté.

Au point que le *New York Times* soulignait récemment qu'il y a désormais «*deux visions de la guerre: sur le terrain et au sommet*» de la hiérarchie.

Le *Wall Street Journal*, hier, en citant «*de hauts responsables militaires*», se joint aux appréciations de généraux, notamment William Wallace, commandant des forces terrestres en Irak, qui divergent avec l'état-major à propos de «*l'insuffisance de la présence de 100 000 soldats américains sur le sol irakien face une résistance plus rude que prévue.*»

Le général Tommy Franks, commandant des opérations de l'armée américaine sur le terrain et autour du plan de guerre, a cru bon dimanche de nier toute divergence, notamment avec M. Rumsfeld, sur la conduite des combats. «*Très peu de gens connaissent la façon dont ce plan [de bataille] a été élaboré. Personne n'a influé sur son déroulement sinon le commandant opérationnel,*», a affirmé le général Franks lors d'une conférence de presse à son QG du Qatar.

Le *Post* fait en outre état de discrètes tractations menées par des républicains qui tentent de démontrer au président Bush qu'il a été mal conseillé. Ces républicains seraient proches de la ligne généralement plus modérée du secrétaire d'Etat Colin Powell.

Le ton monte entre Damas et Washington

■ La Syrie nie avoir fourni du matériel militaire à l'Irak et condamne la guerre
■ L'armée américaine est incapable d'étayer les accusations de Donald Rumsfeld

Signe de la tension persistante au Moyen-Orient, la Syrie a ignoré hier les mises en garde faite la semaine dernière par Washington concernant de présumées livraisons de matériel à usage militaire. Le ministre syrien des affaires étrangères a plutôt choisi de condamner la guerre menée par la coalition américano-britannique.

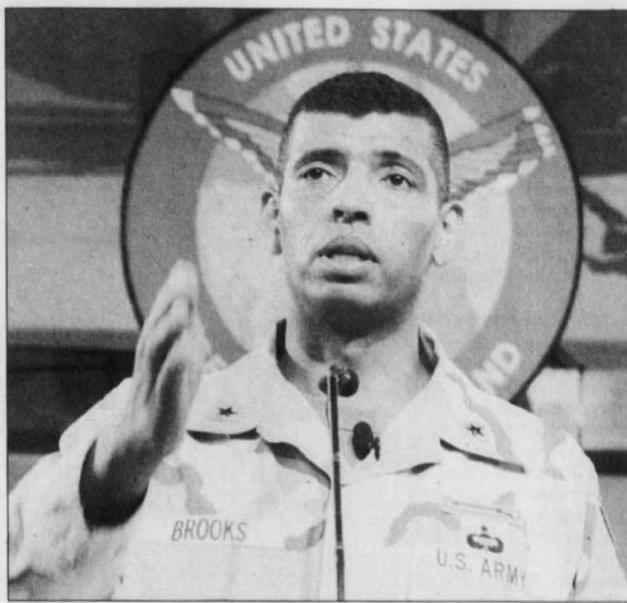
REUTERS

Damas — La Syrie a réaffirmé hier son soutien à l'Irak et à son peuple contre une invasion d'inspiration américaine «illégitime», en dépit des sévères mises en garde émanant de Washington.

Dimanche, Colin Powell a estimé que la Syrie était désormais «confrontée à des choix cruciaux»: Damas doit renoncer à soutenir le gouvernement du président Saddam Hussein et les «groupes terroristes» ou «en assumer la responsabilité», a prévenu le secrétaire d'Etat américain.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a répondu hier par un communiqué en déclarant que la Syrie avait choisi le «consensus international officiel et populaire qui dit: non à l'agression contre l'Irak; non au bombardement des villes et aux meurtres des civils».

«La Syrie a aussi choisi de se ranger du côté de ses frères irakiens qui subis-



TIM AUBRY REUTERS

Le brigadier général Vincent Brooks a dit hier, au Qatar, n'être pas au courant de la présence de lunettes de vision nocturne d'origine syrienne au sein des troupes irakiennes.

sent une invasion illégitime et injustifiable», a ajouté le ministère.

Selon lui, les propos de Powell, prononcés devant une association juive de Washington, prouvent que «ce que fait l'administration américaine

dans la région sert Israël, ses intérêts et ses plans, et satisfait [le premier ministre israélien Ariel] Sharon».

Le peuple irakien est soumis à «toutes sortes de crimes contre l'humanité», poursuit le communiqué.

Droits de l'Homme

Les États-Unis critiquent leurs ennemis et leurs alliés

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les États-Unis ont publié hier leur rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde qui critique pays alliés comme de nombreux ennemis, notamment — et sans surprise — l'Irak.

Ce rapport annuel qui couvre l'année 2002, passe en revue la quasi-totalité des pays du globe, à l'exception des États-Unis eux-mêmes.

Ce document se veut également le reflet d'une vision des droits de l'Homme faisant partie des valeurs de l'Amérique, devant être étendue au reste du monde, qui prévaut dans l'administration du président George W. Bush lequel en a fait un des arguments phare de son intervention militaire en Irak. «*Répandre les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'Homme à travers le monde est l'un des premiers moyens que nous avons pour faire avancer les intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale,*», est-il écrit dans l'introduction.

Ce rapport met en bonne place le régime de Bagdad, que Washington a promis de renverser par l'opération militaire en cours. Washington accuse notamment les forces du président Saddam Hussein de commettre «*des violations massives et systématiques des droits de l'Homme*» par voie de «*meurtres, tortures, disparitions, viols,*

emprisonnements d'opposants politiques et de représentants des minorités religieuses.» L'Irak est toutefois loin de monopoliser l'attention des auteurs du rapport, qui soulignent notamment que la Corée du Nord également pratique «*la torture, les exécutions sommaires et le travail forcé dans des conditions incroyablement inhumaines.*»

La Chine, traditionnellement mise à l'index dans ces rapports américains, est une nouvelle fois mise en cause pour la «*gravité des violations des normes internationales en matière de droits de l'Homme.*» Il est toutefois souligné que ce pays a mené l'an dernier des «*réformes structurelles en matière de respect des lois et de démocratie.*»

La politique de Moscou en Tchétchénie est elle aussi montrée du doigt pour les «*graves violations des droits de l'Homme commises par les forces russes*» au cours d'opérations de «*nettoyage.*» Le document relève toutefois que les rebelles tchétchènes sont eux aussi responsables de meurtres de civils, et rappelle l'épisode de la prise d'otage sanglante par des extrémistes tchétchènes dans une salle de spectacles de Moscou en octobre dernier.

Au Proche-Orient le rapport épingle des alliés traditionnels des États-Unis comme Israël — pour certaines mesures répressives envers les Palestiniens comme la démolition de maisons — ou l'Arabie saoudite, pour l'absence de liberté religieuse qui y régne.

EN BREF

Chirac pourrait devoir annuler un voyage en Louisiane

Miami (AFP) — Le sentiment anti-français aux États-Unis, provoqué par l'opposition de Paris à l'intervention américaine en Irak, s'étend à la Louisiane, l'Etat américain traditionnellement le plus francophile. Mike Foster, le gouverneur républicain de cet Etat doit le bicentenaire de la cession par la France aux États-Unis doit être commémoré le 21 décembre prochain en présence de Jacques Chirac, pourrait annuler l'invitation du président français. Le gouverneur «*pourrait très bien le faire,*» car il «*est déçu que M. Chirac n'ait pas soutenu les efforts des États-Unis en Irak,*», a affirmé hier son porte-parole, Steven Johnstone. Un représentant républicain de la Louisiane, Almond Gaston Crowe, a en outre prévu de déposer au parlement local un projet de loi prévoyant l'annulation de l'invitation de M. Chirac en Louisiane.

Chicago ferme un aéroport par crainte du terrorisme

Chicago (AFP) — La ville de Chicago a décidé de fermer le petit aéroport de Meigs Field, situé près du centre-ville, par crainte d'un éventuel acte terroriste, a annoncé hier le maire Richard Daley. Le maire a expliqué, au cours d'une conférence de presse, qu'«*il ne pouvait plus permettre*» que des avions privés volent à «*quelques centaines de mètres et à seulement quelques secondes de nos plus hautes tours*» et «*d'une des plus fortes concentrations en population et habitations*» d'Amérique du nord. Il a toutefois précisé qu'il n'était au courant d'aucune menace visant actuellement la ville. Il y a environ 40 000 décollages et atterrissages par an à l'aéroport Meigs Field, situé au bord du lac Michigan et qui est principalement utilisé par des avions privés de tourisme ou d'affaires. Trois millions de

personnes vivent à Chicago, qui abrite quelques-uns des plus hauts immeubles du monde, comme la tour Sears (436 mètres), qui avait été évacuée par mesure de précaution après les attaques du 11 septembre.

Le Pakistan va mettre al-Qaïda sur sa liste noire

Islamabad (Reuters) — Le Pakistan s'apprete à déclarer le réseau al-Qaïda organisation terroriste, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur. «*Nous avons lancé la procédure il y a quelques semaines,*», a déclaré Makhdoom Syed Faisal Saleh Hayat, sans fournir davantage de précisions. Al-Qaïda est l'organisateur présumé des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Allié des États-Unis dans leur «*guerre contre le terrorisme,*» le Pakistan a déjà arrêté plus de 400 membres présumés d'al-Qaïda et de l'ancien régime taliban d'Afghanistan.

Glissement de terrain meurtrier en Bolivie

La Paz (AFP) — Quelque 400 maisons ont été ensevelies en Bolivie à la suite d'un glissement de terrain au cours duquel peut-être 700 personnes auraient disparues, ont indiqué hier des habitants de la région touchée. Le glissement s'est produit dans le courant de la nuit de dimanche à hier, dans la commune aurifère Chima, à 250 kilomètres de La Paz, à la suite d'intempéries qui affectent la région depuis la fin de la semaine dernière. Le lieu de la catastrophe, qui aurait fait de nombreux blessés, est très isolée du reste du pays. On y accède au terme d'un voyage de 15 heures en voiture, par une route escarpée et périlleuse, qui ne peut être parcourue qu'à une vitesse de 20 km/h. Les communications téléphoniques sont également difficiles et aléatoires.

Moubarak craint l'avènement de «cent ben Laden»

ASSOCIATED PRESS

Le Caire — Hosni Moubarak a mis en garde hier contre une possible recrudescence du terrorisme islamique à travers le monde en cas de guerre prolongée contre l'Irak. «*S'il y a un Ben Laden aujourd'hui, il y aura 100 Ben Laden après,*», a prévenu le président égyptien.

Le chef de l'état égyptien a fait cette allusion à Oussama ben Laden, chef du réseau terroriste al-Qaïda, lors d'un discours prononcé devant des cadres de l'armée dans la ville de Suez, à 130 km à l'est du Caire.

A cette occasion, M. Moubarak a également répondu aux critiques qui lui sont faites dans son pays sur le passage des navires de la coalition américano-britannique par le canal de Suez pour se rendre dans le Golfe. «*La traversée du canal de Suez par les navires est un droit pour tous les pays et c'est un engagement international qui ne peut pas être foulé aux pieds,*», a déclaré le président Moubarak en visite dans cette ville située à l'extrémité sud du canal.

Dimanche, trois navires de guerre américains ont à nouveau traversé le canal de Suez pour se rendre en mer Rouge.

Enquête sur le 11 septembre

Le maire de New York blâme les manquements à la sécurité aérienne

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Les manquements à la sécurité aérienne sont responsables en premier lieu des quelque 2800 morts de l'attentat du World Trade Center le 11 septembre 2001, a estimé hier le maire de New York Michael Bloomberg.

S'adressant à une commission indépendante créée par les autorités américaines pour enquêter sur les attentats du 11 septembre 2001, M. Bloomberg a demandé à ce que des fonds fédéraux soient débloqués pour aider les villes les plus menacées, comme New York, à se protéger d'éventuels futurs attentats terroristes.

Le maire de New York a assuré qu'il n'y avait pas grand-chose que la ville aurait pu faire pour réduire le nombre de morts dans les tours jumelles. «*Les manquements à la sécurité aérienne ont fait que 2800 âmes ne sont plus avec nous,*», a-t-il lancé.

La Commission sur les attentats contre les États-Unis, dirigée par l'ancien gouverneur du New Jersey Tom Kean, a été créée par les autorités fédérales pour tenter d'éclaircir au maximum les circonstances des attaques. «*New York City est la capitale financière du monde et son centre nerveux de communications,*», a-t-il ajouté. «*Protéger New York revient à protéger la nation.*»

Depuis le début des hostilités en Irak, la ville a été placée en état d'alerte renforcée, ce qui lui coûte quelque cinq millions de dollars par semaine, essentiellement sous forme d'heures supplémentaires pour les forces de l'ordre.

Des représentants des familles des victimes du 11 septembre devaient également témoigner hier devant la commission, réunie à Manhattan.

É D I T O R I A L

Quarante ans plus tard

La publication du rapport Parent, en 1964, a révolutionné nos pratiques en éducation, en démocratisant un système jusque-là réservé à une élite, mais également en remettant en question le contenu même des matières enseignées. Un retour sur les temps forts de ce magistral ouvrage vient confirmer à quel point la vision développée il y a quatre décennies reste actuelle.

LUQAM, elle-même enfant du rapport Parent, souligne cette semaine le 40^e anniversaire du fameux rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec en s'interrogeant sur ses réalisations et sur les promesses non tenues qu'il contient toujours. Au moment où les failles de l'école secondaire apparaissent plus clairement que jamais — avec un taux de décrochage rôdant autour de 30 % — il n'est pas superflu, en effet, de remonter jusqu'aux débuts du système scolaire tel que nous le connaissons aujourd'hui. Le sociologue Guy Rocher, un des auteurs du rapport, rappelait à notre collègue Marie-Andrée Chouinard, samedi, que la création des polyvalentes devait s'accompagner de la mise en place d'un système de tutorat ou de titulariat, d'ailleurs fort bien détaillé à l'époque.

Les commissaires avaient jugé que la création de grosses écoles permettrait d'offrir une grande diversité d'options, et de mieux répondre ainsi aux besoins des uns et des autres. Mais attention, un encadrement serré s'imposait pour éviter le ballottage des élèves.

Or, cet encadrement a cruellement manqué et les dérives appréhendées se sont produites.

Aujourd'hui, le ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, tente d'instaurer le titulariat. Mais les écueils sont nombreux. Les uns et les autres sont prisonniers de leurs habitudes et, comme le disait si éloquemment le Conseil supérieur de l'éducation il y a deux ans, les jeunes sont aujourd'hui soumis à un horaire qui ne favorise aucunement l'apprentissage, bien au contraire. Aussi étrange que cela puisse paraître, l'organisation de la journée répond à des contraintes d'ordre administratif: les horaires des autobus scolaires,

le temps d'enseignement prescrit dans la convention collective des enseignants, le manque de locaux à telle ou telle heure, etc. Bref, la pédagogie n'est pas une priorité. L'apprentissage est sectionné en tranches sans rapport les uns avec les autres. L'établissement d'un lien de confiance entre le jeune et l'enseignant n'est pas favorisé, c'est le moins que l'on puisse dire. Le ministre de l'Éducation milite pour la bonne cause, d'autant plus que la réforme qui s'annonce pour le secondaire nécessitera des ajustements structurels importants. Le temps est donc bien choisi pour donner un coup de barre.

Peut-on espérer qu'au-delà des projets-pilotes en cours actuellement, le ministère de l'Éducation et tous les acteurs du milieu concentreront leurs efforts à la mise en place d'un meilleur encadrement, en abordant les problèmes de front? Par exemple, le doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, Marc Turgeon, s'interroge avec raison sur la nature des changements devant être apportés à la formation des maîtres, censés être des spécialistes au secondaire, et non des titulaires. Sans tout chambarder, il faut s'adapter et expliquer les choses clairement. Sinon, la réforme qui s'amorce est vouée à l'échec.

Les changements qu'il faut apporter à l'école secondaire sont majeurs. Quarante ans après la publication du rapport Parent, et sans en renier sa philosophie humaniste, le temps est venu de corriger sérieusement le tir, afin de permettre à l'école publique de jouer le rôle que l'on attend d'elle.

La faute de Rumsfeld

Au sein de l'administration Bush coexistent deux groupes dont les surnoms, choisis par les uns pour qualifier les travers des autres, revêtent aujourd'hui une importance singulière. Il y a le clan des Vietnamiens qui rassemble, autour du secrétaire d'État Colin Powell, la très grande majorité des haut-grades promus pour la plupart à des postes clés sous la présidence de Clinton. C'est notamment le cas du général Tommy Franks. Pour ces derniers, le cercle formé du vice-président Dick Cheney, du numéro deux du Pentagone Paul Wolfowitz et du patron de celui-ci, Donald Rumsfeld, sont tous des théologiens en cravate qui, n'ayant pas fait la Guerre du Vietnam, ne connaissent pas grand-chose en la matière. Aujourd'hui, Rumsfeld est sur la sellette.

Il en est ainsi depuis que des informations ont été publiées selon lesquelles Rumsfeld se serait aliéné une frange imposante de l'état-major. Des articles parus ces jours-ci dans les quotidiens *Washington Post*, *New York Times* ainsi que dans l'hebdomadaire *New Yorker* relatent, parfois par le menu, les graves dissensions qui minent l'atmosphère du Pentagone depuis des mois. En fait, depuis l'amorce de la préparation des plans militaires afférents à la campagne irakienne.

Avant de détailler les conséquences du vif débat qui a cours entre civils et militaires, il serait peut-être bon de rappeler la cause de celui-ci. Tout a débuté dans les mois suivant l'installation de Rumsfeld au Pentagone, alors qu'il s'était mis en tête d'imposer aux militaires la plus vaste réforme jamais conçue depuis les années 60. Son plan, brièvement il va sans dire, consistait à élargir le rôle de la technologie aux dépens des hommes du contingent. Sa réforme était une espèce de *Guerre des étoiles* bis. En moins de deux, celle-ci suscita la grogne, voire la révolte de l'état-major à un tel point que, dans la quinzaine précédant les attentats du 11 septembre, on évoqua ici et là la démission de Rumsfeld.

À la faveur de l'élaboration stratégique de la guerre, Rumsfeld a tout fait pour que sa philosophie militaire prenne le dessus sur celle de ceux dont c'est le métier, à commencer par le général Tommy Franks. Ce qui se passe actuellement sur le terrain est au fond le résultat d'un *modus vivendi* intervenu entre les uns et les autres. Le général Franks aurait aimé avoir à sa disposition 50 000 soldats de plus qu'actuellement et davantage de bataillons motorisés. Rumsfeld, lui, aurait aimé que l'étape bombardement avant l'offensive terrestre soit plus longue que celle arrêtée et que le contingent soit composé de 50 000 à 60 000 hommes au grand maximum. Son plan comptait sur le ralliement immédiat des chiïtes du sud et des forces opposées à Saddam Hussein. Il tablait sur un soulèvement généralisé de la population.

Ce dernier point a ceci de fascinant qu'il révèle combien Rumsfeld a été en quelque sorte désinformé. Par qui? Par le Congrès national irakien qui rassemble les leaders des opposants irakiens en exil. Le président du CNI, Ahmed Chalabi, est celui qui avait assuré les autorités irakiennes qu'à peine la frontière franchie, les soldats seraient accueillis triomphalement. Ce n'est évidemment pas le cas. Tout cela parce que M. Rumsfeld n'a que mépris pour la hiérarchie militaire de son pays.



Paule des Rivières

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Un fidèle

Les canons crachent et le sang coule. Et pourtant les travaux printaniers nous appellent tous. Réparations, nettoyage, peinture. J'aimerais bien commencer par la Maison-Blanche. Il me semble urgent de la repeindre, de lui enlever cette couleur qu'on associe encore à un idéal élevé de démocratie, de liberté et de paix. Effacer ce blanc qui symbolise la vérité, la pureté et la lumière. Le bâtiment immaculé jure de plus en plus dans le paysage remodelé par les Américains.

J'ai d'abord pensé à la feuille d'or. Une «gold house» dirait haut et fort que l'argent décide de tout et régit en maître. «In gold we trust». A moins que la maison dorée ne devienne carrément le nouveau temple dédié à celui qui décide et ordonne sous inspiration divine: Dieu Bush. L'or se confondrait alors avec l'axe du bien.

Mais, guerre oblige, il pourrait être plus utile de tout repeindre l'imposant palais en kaki. Cette couleur brun jaunâtre et peu voyante, utilisée par les armées, est si propice au camouflage. Imaginons l'édifice ainsi badigeonné disparaissant dans le décor. Qui dissimule quoi et à qui? La question ne se poserait plus. Limmeuble aux colonnes a valeur de symbole. Entre deux bretzels, élu ou pas, on y décide tout de même de la vie et de la mort sans s'étouffer. Entre ces quatre murs, dans ces salons feutrés, on peut mettre le monde à feu et à sang.

Rouge. Des milliers de litres de peinture rouge vif pour tout recouvrir. La population

pourrait être invitée à quitter ses écrans de télévision pour prendre le pinceau et participer activement à la transformation, ce qui pourrait éveiller à l'horreur des gestes commis quotidiennement à l'intérieur de la maison chérie de tous. Et voilà la maison rouge feu, rouge sang, entourée d'un gazon toujours aussi vert.

Pourtant, en ces temps de mensonge, de peur et de «top secret», en ces jours de crime de l'homme contre l'homme, alors que le monde semble retourner vers la grande noirceur, pendant que, bien cachés et bien protégés, des guerriers ivres de pouvoir se déguisent en «bons» pour imposer leur loi à ceux qu'ils ont nommés «méchants», le noir l'emporte finalement. La Maison-Noire. «Le porte-parole de la Maison-Noire a déclaré que l'opération «choc et stupeur» venait d'être déclenchée.» Devrait-on repeindre aussi le drapeau et l'aigle? Si la vue de la Maison-Noire peut provoquer choc et stupeur et réveil aux États-Unis et ailleurs, allons-y pour le noir. Et espérons le retour de l'arc-en-ciel

Michel Guiguère
Québec, le 23 mars 2003

Belle occasion

Au moment où des Américains sont faits prisonniers et que W. invoque la convention de Genève et le tribunal international, l'occasion est belle de rappeler que les États-Unis refusent d'appliquer Genève à leurs prisonniers (il est même question de torture légale, quelle horreur) et refusent d'accepter la juridiction de La Haye.

L'arroseur arrosé. Les Américains me font penser à ces gens qui traversent la rue, sans regarder, en se disant: «Personne ne peut me frapper, je suis dans mon droit, je traverse à un feu de piéton.» On ne devient pas un Dieu immortel parce qu'on est protégé par la loi.

C'est une belle occasion de rappeler qu'on n'est jamais autant en sécurité que lorsqu'on respecte le milieu où l'on vit. Les choses, les gens et les pays.

Gilles Turcotte
Québec, le 24 mars 2003

La guerre quand on a 11 ans

Voici un texte contre la guerre en espérant que ça change quelque chose.

Alors, le président des États-Unis lance la guerre contre l'Irak. Mais l'Irak n'a rien, aucune bombe et ni char d'assaut. Aucun moyen de se défendre. Mettez-vous à leur place! Imaginez: voir votre maison exploser ou brûler. Tous vos repères sautent en éclats. Quel désespoir!

Moi, j'ai 11 ans et j'imagine la guerre. J'ai peur de la guerre: la mort, la mort et la mort. Pendant la nuit, les gens ne peuvent pas dormir, ils entendent des bombes exploser, des cris de souffrance et des coups de carabine. Et les enfants ont peur! Maintenant, il y a la guerre en direct à la télé. Les médias font un cirque de la mort.

Laurent-Hugo Fournier-Lancôt (11 ans)
Montréal, le 27 mars 2003

LIBRE OPINION

Le spectre d'Hitler

THIERRY HENTSCH
Professeur de science politique, UQAM

Alire le texte d'Élie Wiesel et la lettre que lui adresse Georges Leroux, je crains que le destinataire ne soit pas en état d'accueillir la générosité de cette réponse. On ne devrait d'ailleurs jamais attribuer de prix Nobel de la paix que *post mortem*. Mais surtout je constate une fois de plus que l'ombre d'Hitler n'a pas fini de servir. C'est son triomphe posthume à lui, Hitler. Et ce triomphe m'inquiète davantage que le niveau intellectuel des arguments de Wiesel.

Plus nous nous éloignons de la Deuxième Guerre mondiale, plus il devient évident qu'Hitler a été hissé au rang du mal absolu. Il est le modèle de toutes les tyrannies, le parangon de l'Ennemi, l'épouvantail préféré de la bonne conscience occidentale. Il aura finalement contribué malgré lui à enfoncer dans les cœurs et les esprits la toute puissance de l'ordre contre lequel l'Allemagne nazie a fini par s'effondrer.

Quoi qu'on pense de l'équation personnelle d'Hitler, il ne faut pas perdre de vue que l'idéologie nazie ne s'est jamais réduite à sa personne et qu'elle a réussi à séduire un penseur aussi considérable que Heidegger. Si l'adhésion — jamais démentie — du philosophe au nazisme ne cesse de nous troubler, c'est qu'elle indique à notre corps défendant ce qui demeure non analysé du nazisme dans la pensée occidentale.

Cette lacune n'est pas fortuite. Le nazisme (en dépit de son aspect brouillon) est une pensée de l'Occident. Le nazisme pense l'Occident (Abendland) comme authentiquement sien face à une version abâtardie de la civilisation que, par contraste, il nomme westlich, c'est-à-dire de l'Ouest. Le nazisme ne se prétend pas arien pur rien. La filiation arienne qu'il revendique situe l'Allemagne (en accord avec la vision hégélienne de l'histoire) comme la véritable et seule ligne héritière de la culture grecque antique. Au vu de quoi le monde anglo-saxon, américain plus particulièrement, a complètement basculé dans le

règne de la marchandise. Ce qui lui reste d'héroïsme s'exprime dans le western — un terme qui prend ici toute sa saveur.

La victoire alliée, en 1945, constitue dans cette optique la victoire de la logique marchande, libérale, sur l'héroïsme arien et met apparemment fin à la division interne qui sépare l'Occident de l'Ouest. Plus exactement, le second a phagocyté le premier. Dès lors, quel que soit le nom qu'on lui donne, l'Occident, l'Ouest, domine sans partage. Du moins dans ce qui constitue alors ce qu'il considère comme sa zone géopolitique.

À l'est, l'ex-allié soviétique et ses satellites font tâche, que quarante-cinq ans de guerre froide et d'ineptie bureaucratique finiront par résorber. Or jamais les références à Hitler ne se sont faites aussi insistantes que depuis cette résorption. Comme s'il fallait lester le nouvel ennemi — l'islamisme, l'islam? — de son pesant d'épouvante. Le spectre d'Hitler vient prêter main-forte aux «Alliés» pour conférer à l'autre le supplément maléfique qui lui fait défaut. Or c'est au cœur même de l'Occident que les puissances anglo-saxonnes vont ainsi inconsciemment pêcher l'ennemi intime (das Unheimliche freudian) grâce auquel elles entendent donner consistance à l'adversaire.

Cet usage d'Hitler n'est possible que parce que nous avons expulsé le nazisme et ses conséquences de notre conscience.

La victoire du «bien» contre le «mal» — image d'Épinal des deux guerres mondiales — épargne au camp du bien d'avoir à s'interroger sur ce qui le rend si bon, si juste. La lutte contre le mal suffit à bien qualifier ceux qui disent la mener. Il ne viendrait à l'idée d'aucun bien-pensant de considérer que la deuxième guerre mondiale puisse avoir été l'affrontement de deux maux, même inégaux en nocivité.

La victoire alliée n'est celle du bien qu'au prix d'une simplification redoutable qui exclut implicitement l'hypothèse que cette victoire soit celle du moindre mal et qui dispense les vainqueurs de réfléchir à la part qu'ils ont jouée dans le mal qu'ils disent avoir combattu. La lutte victorieuse contre le totalitarisme hitlérien n'a donné lieu, chez les classes diri-

geantes, à aucune interrogation en profondeur sur la civilisation occidentale, pour laquelle l'existence même des camps nazis représentait pourtant une défaite d'une gravité indicible. Et, de fait, aucun homme politique, que je sache, n'a réussi à le dire.

On s'est contenté, après 1945, de laisser cet abîme aux Allemands, tout en se hâtant d'intégrer l'Allemagne de l'Ouest au «monde libre» dans la lutte que ce monde menait désormais contre le nouvel ennemi soviétique, occupant illégitime de l'autre monde. Il semble que par cette ré-union, l'Occident acceptait implicitement de considérer la Shoah comme faisant partie de sa propre histoire et s'interdisait de la rejeter comme une aberration étrangère à sa civilisation. Mais c'est la thèse de l'aberration qui l'a emportée. Thèse au triomphe de laquelle le clivage Est/Ouest s'est révélé fort utile: il a puissamment servi, entre autres usages, à occulter la signification, pour l'Occident, des camps de la mort.

Hitler éliminé, Staline et ses successeurs ont pu réoccuper toute la place dévolue au démon. Du temps de la guerre froide la domination des puissances occidentales était déjà écrasante. L'effondrement de l'empire soviétique n'a fait que révéler dans toute sa force l'hégémonie de l'idéologie marchande, tout en la laissant dangereusement seule avec elle-même. Cette hégémonie a en effet besoin d'un simulacre d'opposition pour durer.

Le camp du bien, aujourd'hui comme hier, ne serait plus le camp du bien s'il n'y avait pas face à lui le camp du mal. Et comme ce camp est faible, il faut à la fois lui conférer une ubiquité insaisissable, le terrorisme, et une cible, une identité précises, aujourd'hui Saddam Hussein, demain un autre. Le problème est que depuis longtemps Saddam ne fait plus peur à personne hors de son propre pays. Il faut donc élever ce triste sire à la puissance hitlérienne en lui prêtant ce que notre civilisation a produit de plus terrifiant. Si Élie Wiesel était disposé à envisager un instant l'hypothèse selon laquelle, en voulant éliminer Saddam, Bush lutte, au moins partiellement, contre son ombre — son ombre à lui, Bush — un début de dialogue pourrait s'engager.

IDÉES

Question nationale

Piégés dans cette élection, des indépendantistes contre-attaquent



Serge Bouchard

J'écoute la guerre

Le bruit de la guerre s'accompagne d'une pluie de mots. Les commentaires se répètent, les images aussi. Les nouvelles nous brisent, ce sont des *breaking news*, les reportages nous clouent au mur de l'étonnement, les informations et les opinions se le disputent sur le champ et sur le fond, les analystes s'épuisent dans les analyses. Et nous restons pantois devant pareille couverture.

Nous sommes au front, sur les lignes de front, au cœur de la place assiégée, dans de multiples officines, dans le palais présidentiel, sur le toit d'un hôtel, nous sommes dans un char, dans un véhicule blindé, souvent à pied, trotinant sur un pont, dans un village dévasté, voici le petit cratère d'une bombe, rempli d'une flaque d'eau jaune, voici une façade effondrée, des restes humains, une demi-main sur un morceau de métal tordu, nous revêlons dans le vert de la nuit, voilà des ombres mouvantes, et des arbres immobiles, un lampadaire dont la lumière projette un cercle fixe, un halo, voyez les visages désespérés, la peur et l'incrédulité, des gens qui crient leur haine, à chaque jour Bagdad connaît sa pire nuit, plus qu'hier moins que demain, oui, j'écoute la guerre, j'écoute tomber la pluie d'images et tonner l'orage des mots.

J'écoute la guerre à bonne distance, comme les Argentins, les Australiens. Je suis télé-protégé parce que télé-informé. Chaque pays couvre sa part du bulletin. Tout est question de point de vue, chacun regarde dans sa lunette, chacun comprend à sa manière. Cent versions de l'absurde proviennent du terrain. Tout est chaînes et réseaux, à chacun ses missions, ses émissions et ses marchés. Nous sommes à l'écoute, nous sommes des parts d'une cote, spectateurs payants. La télévision réalité atteint des sommets. Entre *Seinfeld* et les *Simpson*, entre *Star Académie* et un match de hockey, entre le Restons forts et l'Avenir autrement, une annonce de Ford et une nouvelle torontoise au sujet du syndrome de détresse respiratoire, nous pions nous la télécommande, pour écouter la guerre, en passant, au cas où. J'écoute la guerre du coin de l'œil.

Il neige sur Bagdad, il pleut du sable fou et des missiles intelligents, un gros nuage noir fait écran de fumée, le plan de défense est un plan d'huile, l'encre de la pieuvre est de la poudre aux yeux, le temps est méchant, ces jours-ci, à Bagdad. Il ne manquait plus que cela, la météo du désert, une alerte météorologique, un avertissement de grands vents et de mauvais temps, une dépression majeure qui court d'ouest en est.

Je n'avais pas vu mon fils depuis plusieurs semaines. Je travaille, il travaille, nous vivons. Jeudi dernier, je suis allé chez lui, à deux heures de route de Montréal et nous avons passé quelques heures ensemble, finalement. Sur la table de cuisine, entre une pizza congelée et un verre de lait, je remarque un livre ouvert. Mon fils lit l'histoire de l'Irak et de ses alentours: le code d'Hammourabi, Nabuchodonosor, Babylone, les Sumériens, les Chaldéens, les premières villes, l'écriture cunéiforme, la Mésopotamie, le début et la fin de tant et tant de choses.

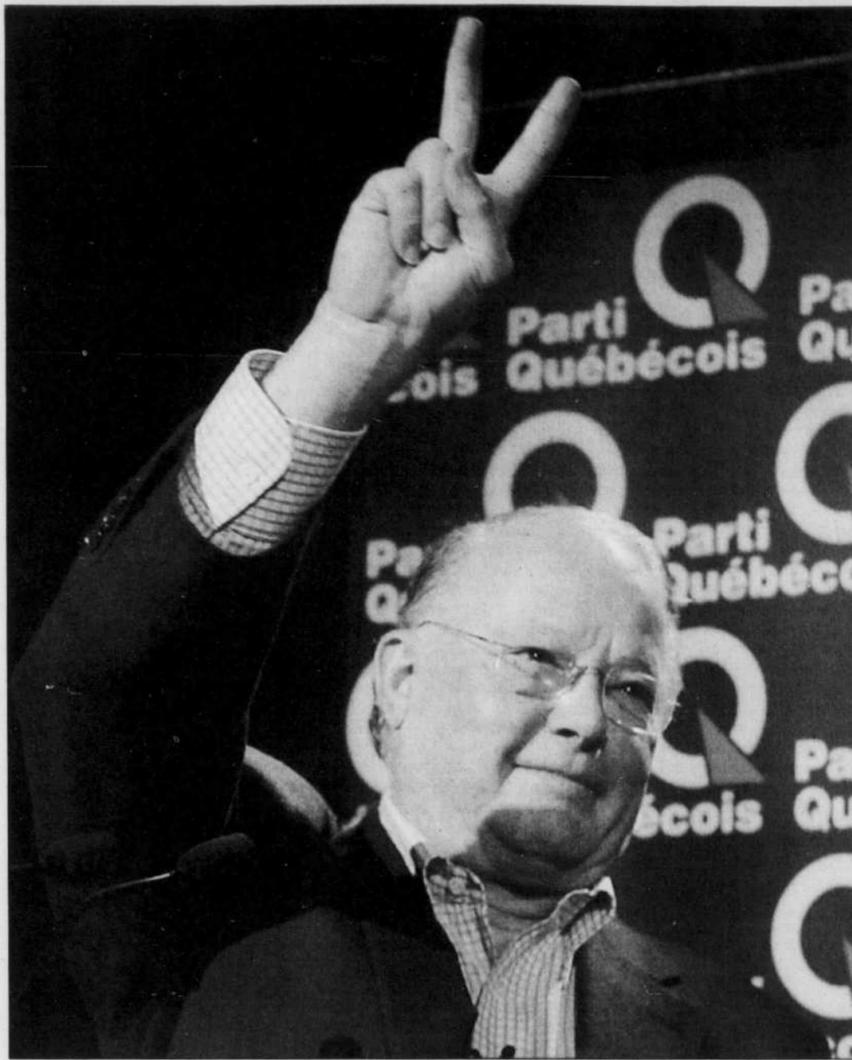
Tout vient en chapitres et paquets, qui nous conduit à la naissance de British Petroleum, la chute du Shah, le retour des Ayatollahs, l'Islam, le colonialisme, les guerres pour le pétrole, le pétrole, l'argent, l'eau. Mon fils me dit que rien n'est simple, sans vraiment pouvoir conclure. Il me demande mon avis sur la guerre en Irak. Je ne sais pas, je ne peux pas conclure, moi non plus. Rien n'est simple, me répète-t-il, mais l'Histoire doit bien avoir un sens.

Pourquoi le monde engendre des Saddam, tant d'intolérance religieuse et tant d'affrontements ethniques, pourquoi l'histoire porte tant de violences et d'injustices? Pourquoi les puissants Américains entretiennent une classe politique aussi insensible aux dimensions culturelles de l'humanité? Pourquoi confie-t-on la Maison-Blanche à des incapables? Pourquoi l'intelligence collective régresse à un rythme aussi rapide? Et les pourquoi sont si nombreux et les réponses si rares que l'on se demande ce que fout la télé. Elle diffuse jour et nuit et elle ne nous dit rien. D'ailleurs les journalistes sur le terrain n'arrêtent pas de nous dire qu'ils n'en savent rien.

Nous n'avons aucun respect envers la terre que nous foulons. Nous ne sommes pas du monde. La télévision confirme la myopie générale de nos époques hyper-technologiques. Amnésiques et aveugles, nous allons vers le vide le plus destructeur qui soit. Un avion Harrier, un char Bradley, des lasers et des gadgets, rien ne remplacera jamais l'intelligence humaine. Mais notre intelligence, nous l'avons donnée aux bombes. Nous la prétons aux armes. Notre intelligence, elle est noire et furtive. Elle passe inaperçue.

Allons mon fils, retournons à nos livres d'histoire, recueillons-nous dans le silence de la lecture, fermions la télé, retrouvons la mémoire de notre triste humanité. Le deuil appelle le silence qui respecte le deuil. Si nous nous les fermions, nous pourrions peut-être nous entendre?

J'écoute la guerre suivre son train qui est le train-train de l'histoire tragique d'une humanité incapable de faire les choses autrement. Le théâtre des opérations est un théâtre tout court, une scène tragique où les acteurs meurent pour vrai. Et le monde, lui, est une salle immense où se répètent les projections privées. Les humains tombent sur la terre sèche de l'Histoire. Nous écoutons pour voir, mais nous ne comprenons pas.



Dans cette campagne, les indépendantistes québécois sont piégés par les principaux partis politiques.

tant de plus de 40%. Ces Québécois ne sont surtout pas une poignée de «purs et durs», qualificatifs qui visent à les discréditer dans l'opinion publique.

Aucune surprise

Pour les membres du CA du RIQ, il n'y a aucune surprise de constater que la plate-forme électorale du PQ est responsable du dossier, accoucha alors d'un projet analogue à celui qui contient la plate-forme électorale. Il fut entériné au Conseil national de mai 2000.

Si nous ne sommes pas surpris au CA du RIQ, nous sommes par contre étonnés que ce parti présente cela comme le projet du pays du Québec. S'agissant de faire le pays du Québec, à notre avis, il n'y a pas de demi-mesure. Or, avec sa plate-forme, le PQ vise deux objectifs contradictoires: 1) devenir souverain uniquement dans des champs ciblés de compétence, ce qui permettrait au Québec de participer, entre autres, à l'UNESCO et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS); et 2) être confédéré dans une union canadienne dont les dirigeants participeraient aux Nations Unies et aux organismes tels l'OMC, le FMI ainsi que le NORAD et l'ALENA.

Ce n'est pas un demi-pays, statut qui n'existe pas en droit international, que veulent les indépendantistes qui ont voté pour le PQ lors des dernières élections. À 75%, ce qu'a confirmé un Sondagem en oc-

tobre 2000, les supporters du PQ veulent faire du Québec leur unique pays. Pour eux, c'est leur pays qui entrera directement en relation avec les autres pays et participera à part entière aux organismes internationaux, en particulier les Nations unies.

Autre point important. Les promoteurs de l'indépendance du Québec ne sont pas uniquement des supporters du PQ. Il y en a à l'UFP, parti qui prône l'indépendance du Québec avec une constitution républicaine. Il y en a aussi à l'ADQ dont le chef préfère reléguer ce dossier à ses enfants. Il y en a même au PLQ même si ce parti rejette d'emblée l'idée que le Québec devienne un pays.

Dans cette campagne, les indépendantistes québécois sont piégés par les principaux partis politiques. Que faire alors si l'indépendance du Québec leur tient à cœur? Pour le CA du RIQ, il faut: 1) interpellier les candidats de toutes les formations politiques dans les circonscriptions pour qu'ils disent publiquement s'ils prônent l'indépendance du Québec; et 2) voter pour ceux et celles qui répondent OUI.

Pourquoi? Il y a quatre arguments en faveur de cette avenue. Le premier: éviter que le Québec ne s'embourbe une fois de plus dans les rêves des confédérés québécois. Le deuxième: mettre en avant le caractère incontournable de l'indépendance constitutionnelle dans la création d'un pays. Le troisième: faire élire des personnes qui prônent l'indépendance du Québec. Le quatrième: commencer à mettre en forme les institutions politiques du pays.

Ce n'est pas un demi-pays, statut qui n'existe pas en droit international, que veulent les indépendantistes qui ont voté pour le PQ lors des dernières élections.

Lettre adressée à Marie-Andrée Chouinard

Des jeunes et de l'usage des mots

JEAN-PHILIPPE MICHEL
Association générale des étudiants
du Collège Édouard-Montpetit

COLETTE ST-HILAIRE
Professeure de sociologie
Responsables du Collectif D'abord solidaires
Édouard-Montpetit

défendu par ses adversaires.» Vous poursuivez en nommant une étudiante qui avait utilisé le terme «fasciste» pour qualifier ce qu'elle considérait comme une politique de droite de l'ADQ en matière d'éducation. Vous faites de cet incident le cœur de votre article.

Les faits

Les faits sont les suivants: les cinq partis avaient été invités à participer à un débat sur le thème de l'éducation. La salle était pleine à craquer (près de 300 étudiant-e-s) et les candidats étaient de taille (le ministre de l'éducation, Sylvain Simard, pour le PQ, le député Jacques Chagnon, du PLQ, Guy Laforest, le président de l'ADQ, Daniel Breton, du Parti vert du Québec, et Guillaume Tremblay de l'Union des forces progressistes - UFP). Le débat a duré deux heures et s'est extrêmement bien déroulé, les étudiant-e-s ayant posé de nombreuses questions couvrant des sujets aussi di-

vers que la place de l'éducation dans la zone de libre-échange des Amériques, les droits de scolarité ou encore les dépenses de publicité engendrées par la compétition entre les cégeps.

Plus important encore, il y a eu dans cette assemblée une véritable nouveauté, qui aurait mérité de faire la manchette et que vous reléguez à la toute fin de votre texte: le ministre a annoncé que, si son parti était réélu, il retirerait de la Loi des collèges la disposition permettant à ceux-ci de décerner leurs propres diplômes. Une grande victoire pour les étudiants et les professeurs qui luttent depuis des mois pour préserver le diplôme national et empêcher le démantèlement du réseau collégial.

Mais vous avez choisi de faire une manchette sensationnaliste avec un incident mineur, prenant pour cible une étudiante qui faisait tout simplement son apprentissage de citoyenne. Le procédé est à nos yeux inqualifiable.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (vigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet); Josée Boileau, Julie Carpentier (sports); Brian Myles (justice et faits divers); Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducton et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); et à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre); Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarque (arts visuels); et à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; et à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); et à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cormier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Madeleine Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe); Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Daniel Bazinet (responsable de la production); Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATION: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage); Marie-Eve Santerre (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation); Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables); Céline Furoy, Germain Haack (contrôleur); Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative); Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boivert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

QUARANTAINE

SUIVE DE LA PAGE 1

«Les Québécois qui s'imposent actuellement un isolement volontaire à leur domicile sont toujours en bonne santé», a affirmé le Dr Alain Poirier, directeur national de la Santé publique en conférence de presse. De plus, leur période de quarantaine de dix jours, qui correspond à la période d'incubation de la maladie, s'achève. Ce qui laisse présager qu'elles échapperont à la maladie.

Hier soir, Santé Canada annonçait la présence de 53 cas «probables» du SRAS sur le territoire canadien. Ces personnes fort vraisemblablement atteintes du SRAS éprouvent des difficultés respiratoires et souffrent d'une pneumonie atypique, confirmée par une radiographie pulmonaire. Par ailleurs, ce sont 76 nouveaux cas dits «suspects» qui viennent gonfler l'ampleur de l'épidémie. Ces cas qui demeurent à l'heure actuelle uniquement douteux présentent des symptômes bénins. Ces personnes sont néanmoins surveillées de près et comptabilisées parce qu'elles sont devenues fébriles dans les dix jours qui ont suivi leur retour d'un voyage dans une des régions d'Asie frappées par la maladie ou le contact qu'elles auraient eu (à moins d'un mètre) avec un malade probable. La plupart des individus touchés se concentrent en Ontario. La Colombie-Britannique compte deux cas probables et 11 cas suspects, l'Alberta cinq cas suspects, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick un seul cas suspect chacun. Le SRAS a par ailleurs fait une troisième victime ce week-end.

Le territoire québécois demeure quant à lui vierge. Toutefois, les autorités de santé publique de la province ont été informées par leurs homologues de l'Ontario du fait qu'une dame soupçonnée de souffrir du SRAS (cas suspect) et actuellement hospitalisée dans un hôpital de Toronto avait rendu visite à de la famille habitant la ville de Brossard. Etant donné que cette dame n'est devenue fiévreuse que dans les jours qui ont suivi son retour à Toronto, la famille québécoise ne devrait pas avoir été contaminée puisque la transmission de la maladie s'effectue uniquement à partir d'une personne malade par l'entremise des postillons qu'elle projette sur ses interlocuteurs. Néanmoins, par mesure de précaution, on a demandé aux cinq membres de cette famille de Brossard de se soumettre à une période de quarantaine, ce qu'ils ont accepté de bon gré, a souligné le Dr Poirier.

Sur l'île de Montréal, un couple ayant fréquenté l'un des deux hôpitaux torontois où sont soignées des personnes atteintes, ainsi qu'un médecin ayant effectué un voyage en avion en compagnie d'une personne infectée par le virus du SRAS et qui est actuellement hospitalisée dans un établissement parisien se sont également conformés aux recommandations des autorités de santé publique, a affirmé au Devoir Blaise LeFebvre, responsable des maladies infectieuses au département de Santé publique Montréal Centre.

La direction d'une école de Montréal, dont nous n'avons pu obtenir le nom, a également demandé à un groupe de ses élèves qui revenaient d'un séjour en Chine de rester à la maison pour une dizaine de jours, soit le temps d'incubation du virus du SRAS, dont l'identité n'a toujours pas été établie avec certitude.

«Tous les cas canadiens concernent des personnes qui ont voyagé en Asie ou qui ont été en contact avec des personnes souffrant du SRAS, dans un cadre familial ou un établissement de santé», ont spécifié les autorités de Santé Canada.

«Il n'y a donc pas eu de transmission dans la communauté comme telle», a ajouté le Dr Yves Robert, médecin-conseil en maladies infectieuses au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le Dr Robert a également souligné que les effets bénéfiques des mesures de protection extraordinaires qui ont été adoptées en Ontario devraient bientôt se faire sentir.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0888. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BAGDAD

SUIVE DE LA PAGE 1

avait été ouverte sur la fusillade d'hier.

Les forces de la coalition américano-britanniques ont été placées en état d'alerte renforcée après un attentat suicide à la voiture piégée qui a tué quatre soldats américains, samedi à un poste de contrôle également près de Najaf.

À Washington, le Pentagone a annoncé que ses forces avaient mené dimanche un millier de sorties aériennes sur l'Irak, «la plupart contre [les divisions de la Garde républicaine] al Medina, al Ham-murabi, Bagdad et al Nida», a précisé le général Stanley McChrystal. Il a estimé que les bombardements avaient «affaibli de façon très significative» la Garde républicaine.

Même si elle a perdu de sa puissance depuis la guerre du Golfe, la Garde républicaine demeure le rempart le plus solide de Saddam Hussein, avec environ 60 000 hommes répartis en huit divisions, dont au moins trois cantonnées aux alentours de Bagdad. Les environs de Najaf, comme ceux de Kerbala (100 km au sud de Bagdad), d'une importance stratégique dans la route vers Bagdad, ont été le théâtre hier de très durs combats mettant aux prises certaines des forces les plus réputées de chaque belligérant.

Au nord de Najaf, la 101^e division d'assaut aéroportée américaine a tenté de prendre le contrôle de cette région pour sécuriser les lignes de ravitaillement et de communications en direction de Bagdad.

Les forces irakiennes «ont combattu farouchement depuis l'aube», a déclaré à l'AFP le commandant de la brigade aviation de la 101^e division, le colonel Greg Gass.

Le colonel Gass a ajouté que des hélicoptères d'assaut Apache qui soutenaient les forces de la 101^e avaient détruit «équivalent d'un bataillon» de soldats irakiens et des armements, sans donner de chiffres.

Près de Kerbala, des soldats de la troisième division d'infanterie (3ID) ont provoqué les premiers combats entre des forces américaines et des unités de la Garde républicaine. «C'est le premier contact sérieux» direct avec ces forces d'élite, a indiqué à l'AFP le colonel Will Grimsley, commandant de la première brigade de la 3ID.

«Chaque jour, nous nous rapprochons davantage de Bagdad et de la victoire», a assuré le président améri-

cain George Bush lors d'un discours à Philadelphie. Il a cependant prévenu que «de nombreux dangers» guettaient son pays, dont celui que le régime irakien «essaye d'importer le terrorisme sur nos rivages».

Si M. Bush a affirmé que les forces de la coalition «avaient pris le contrôle de la plupart de l'ouest et du sud de l'Irak», les accrochages dans ces régions demeurent légers. Ainsi dans un village au nord de Nasiriya (350 km au sud de Bagdad), trois soldats américains ont été blessés, dont un grièvement, par des soldats irakiens qui ont ouvert le feu sur eux à partir d'une ambulance du Croissant-Rouge.

À Bassora (500 km au sud de Bagdad), des centaines de personnes, prises sous les tirs croisés entre Britanniques et Irakiens, ont réussi à quitter la ville, selon un journaliste de l'AFP.

Pour le deuxième jour consécutif, quelque 600 hommes du 40^e commando des Royal Marines ont livré des combats autour de la localité d'Abou Al-Khassib, à une dizaine de kilomètres au sud-est de Bassora.

L'activité portuaire, la distribution d'eau potable ont repris à Oum Qasr, ville située plus au sud et qui est passée sous le contrôle de la coalition, tandis que la réhabilitation du réseau électrique y est en cours.

Pour le Pentagone, 41 soldats américains ont été tués au combat depuis le début de la guerre. À Londres, le ministère de la Défense chiffre à 25 le nombre de morts dans les rangs britanniques. Le régime irakien ne donne pas de bilan de ses pertes militaires et évoque plusieurs centaines de victimes civiles.

Diplomatie

Sur le plan diplomatique, la Syrie a affirmé son engagement auprès du peuple irakien après «l'invasion américano-britannique en Irak», en réponse aux propos tenus par le secrétaire d'État américain Colin Powell qui a accusé Damas de réapprovisionner militairement Bagdad.

Par ailleurs, Israël soupçonne l'Irak d'avoir transféré en Syrie des missiles et des armes de destruction massive. Cette hypothèse a été émise par le général Yossi Kuiperwasser, chef du département recherche du renseignement militaire israélien.

Aujourd'hui, Colin Powell doit discuter à Ankara avec les autorités turques avant de se rendre jeudi à Bruxelles au siège de l'OTAN.

SOULÈVEMENT

SUIVE DE LA PAGE 1

Au cours des derniers mois, des rapprochements se sont opérés sous la pression de Washington et de son émissaire, Zalmay Khalilzad. En décembre, quelque 400 délégués réunis à Londres ont formé un comité de 65 membres. Mais, à peine formé, cet embryon d'exécutif a été dénoncé par le reste de l'opposition comme une simple alliance de circonstance entre autonomistes kurdes et islamistes chiïtes.

Samedi, un nouveau mouvement d'inspiration laïc et libéral «Les Irakiens indépendants pour la démocratie» a encore été créé dans la capitale britannique. Même si son fondateur, un ancien ministre des Affaires étrangères, Adnan Pachachi, qui appartient à la minorité sunnite, jouit d'une forte popularité auprès des exilés irakiens, il est difficile d'évaluer la re-

présentativité de son parti composé d'intellectuels et de personnalités indépendantes.

Impossible également de mesurer l'audience réelle des deux groupes islamistes qui se disputent la majorité chiïte (soit 60 % de la population). Basé à Téhéran et placé sous le contrôle étroit de gardiens de la Révolution, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRRI) de Mohammed Bakir al-Hakim revendique 10 000 à 15 000 combattants regroupés dans la brigade al-Badr et des dizaines de milliers de supporters. Moins structuré, son rival al-Da'wa a revendiqué de nombreux attentats contre le régime.

Dans le sud de l'Irak, plus encore que les partis politiques, ce sont les figures traditionnelles, dignitaires religieux et chefs des grands clans familiaux, qui devraient jouer un rôle clé une fois le Baas disparu.

BRAVES

SUIVE DE LA PAGE 1

coup, dans l'esprit de l'entente, l'établissement de nouveaux liens entre Jamésiens — les non-autochtones vivants dans la région — et les Cris. Un véritable «Défi des Braves», comme l'annonce à l'entrée du stationnement l'intitulé de la rencontre.

L'accord signé à Waskaganish le 7 février 2002 entre le Grand Chef du Conseil des Cris, Ted Moses, et Bernard Landry — aujourd'hui devenu de grands amis dans le contexte électoral — avait de quoi séduire: en oubliant les nombreuses poursuites judiciaires intentées contre le gouvernement (valeur totale: quatre milliards de dollars), les Cris ont entré ce jour-là la hache de guerre et mis la main du même coup sur 3,5 milliards, versés par Québec à la communauté au cours des 50 prochaines années, pour prendre en main leur développement social, économique et culturel. La «Paix des Braves» ouvre également la porte à la collaboration entre les deux «nations» dans le domaine de la foresterie, des mines et du développement hydroélectrique où désormais les premiers habitants du territoire ont leur mot à dire. Voilà pour la théorie.

Sur le terrain, tout semble, un an plus tard, aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, à en croire les représentants du gouvernement, mais aussi ceux des communautés crées venus célébrer à grands coups de discours et de présentations Power-Point leur nouvelle amitié. «Le contenu de l'entente a été opérationnalisé au complet», lance Maxime Barakat, attaché politique du ministre délégué aux Affaires autochtones, Michel Létourneau. Ou presque, le président du Conseil Cris-Québec sur la foresterie, chargé d'assurer l'exploitation forestière dans le respect de l'environnement et des modes de vie traditionnels crs, n'ayant toujours pas, malgré plusieurs tentatives, été trouvé.

L'espoir

N'empêche, les Cris sont aux anges. «Jamais, depuis la signature de cette entente la communauté n'a eu autant d'espoir qu'aujourd'hui», commente John-Paul Murdoch, jeune président du Consortium Eeyou Istchee mis en place pour faire le lien entre la Société de développement de la Baie-James (SDBJ) ou Hydro-Québec et les entrepreneurs crs souhaitant participer au développement de la région et prendre part à l'exploitation de ses ressources hydrauliques. Dans les villages, les conseils affichent désormais devant leur porte des offres d'emploi. C'est nouveau et les enfants qui voient ça savent désormais que leur avenir peut être fort intéressant.

Leur parents, eux, ont déjà pris part à la révolution du côté du réservoir Eastmain 1 et du réservoir Ruppert ou la construction d'une centrale et d'une dérivation ont débuté pour accroître la puissance hydroélectrique de la province. Une entreprise crie a ouvert la route vers les chantiers de construction — encore au stade embryonnaire — et plusieurs

autres contrats ont été ou vont leur être accordés pour l'évaluation des impacts environnementaux, la construction du barrage ou la gestion des infrastructures d'une ville temporaire construite pour accueillir, durant les prochaines années les nouveaux «bâtisseurs d'eau».

Le refrain à des tonalités similaires, sous la terre, là où se cachent dans ce coin de pays, cuivre, zinc, nickel, or, diamant ou palladium. Depuis la signature de l'entente, le Conseil crs sur l'exploitation minière (CCEM) a vu le jour et, avec lui, un soutien accru aux compagnies d'exploration minière issues de la communauté, la formation des Cris en matière de prospection et une multitude de partenariats avec des explorateurs établis depuis plusieurs années dans la région. «En Amérique du Nord, le Québec arrive en deuxième place, après le Chili, pour son potentiel minier», explique Jack Blacksmith, spécialiste des questions minières au Conseil des Cris. La Paix des Braves nous permet désormais de prendre part à ce développement. C'est un défi pour nous, mais nous allons le relever.

Même motif, même raison de se réjouir au milieu des arbres — qui ne manquent pas dans ce coin de pays — longtemps source de conflit entre Jamésiens et autochtones. C'était avant la signature de l'entente qui modifie fortement la gestion de la ressource sylvicole afin de ne plus nuire aux modes de vie des Amérindiens tout en incitant les entreprises à intégrer dans leurs rangs des membres de la communauté crie. Le résultat? «Un an plus tard, le vent de changement a soufflé», résume Michel Filion, des Chantiers Chibougamau, l'un des deux transformateurs de bois de la région. Plusieurs Cris viennent frapper à nos portes pour s'enquérir des possibilités d'emploi. C'est du jamais vu. Mieux, aujourd'hui, nous avons ajouté à notre liste des comptes à payer des noms comme Otter Construction, Wapachie and son, Justin Blacksmith inc. ou Udayiskukhe. Bref, il y a quelque chose de très agréable qui se passe par ici.

Alain Barrette, directeur du Barrette-Chapais, l'autre transformateur de bois de la région acquiesce. Avec un bémol toutefois. C'est que l'entente entre Québec et les Cris implique désormais une diminution du volume de bois coupé. «Si le gouvernement ne fait rien en redéfinissant les cartes de coupe, nous pourrions perdre 50 % de nos volumes... et près de 400 emplois», dit-il.

Un détail, que le ministre Létourneau, campagne électorale oblige, s'est proposé de garder à l'œil et qui n'a guère éclipsé le «noroit d'optimisme» qui s'est abattu samedi dernier sur Chibougamau. «Bien sûr qu'il y a toujours des gens sceptiques au sujet de l'entente», dit Yves Lachaine, ingénieur en construction. Mais, dans quelques années, les Cris vont avoir l'argent et l'expertise pour développer le territoire. Le travail ne va pas manquer, ni pour les autochtones, ni pour les Jamésiens. Les gens qui vivent au Nord le savent. Ce sont des optimistes, des rêveurs. Et aujourd'hui, ils le sont toujours.»

DÉBAT

SUIVE DE LA PAGE 1

corriger certaines décisions de placement.

«Vous voudriez qu'on se mêle de la gestion de la Caisse: on ne le fera pas!», a rétorqué M. Landry. Le premier ministre a soutenu qu'il était normal que les placements de l'institution fluctuent.

Jean Charest, dans un échange précédent, avait aussi interpellé Mario Dumont parce qu'il s'en était pris à la sécurité d'emploi des fonctionnaires provinciaux. On enfonce des portes ouvertes, a noté M. Charest, puisqu'une large portion de la fonction publique prendra sa retraite dans les prochaines années. «On veut réduire la taille de l'État, mais on ne le fera pas de façon dogmatique», a-t-il poursuivi.

Mario Dumont a pour sa part tenté d'amener le chef libéral sur le terrain fétiche de l'ADQ, le remboursement de la dette. M. Charest a rétorqué que même des gens de l'ADQ avaient appuyé le cadre financier des libéraux.

Enfin, pour terminer, Bernard Landry a eu un échange avec Mario Dumont où il s'est étonné de ses projets hydroélectriques qui ne tiennent pas compte des autochtones.

Dès son discours d'ouverture, M. Dumont s'était montré pessimiste. Si certains sont satisfaits de l'ordre actuel des choses, a-t-il dit, ce n'est pas le cas de bien d'autres, jeunes décrocheurs ou malades en attente de traitement. Le vieillissement de la population est déjà difficile, mais «c'est seulement la pointe de l'iceberg, on n'a encore rien vu», averti M. Dumont, l'air tendu, le regard sévère. Pourtant ce vieillissement est le plus grand défi du Québec depuis la Révolution tranquille, a-t-il fait valoir sur le même ton.

Le thème de la Révolution tranquille inspirait néanmoins, quelques minutes plus tôt, un thème beaucoup plus joyeux au chef du Parti québécois, Bernard Landry, qui était le premier à parler dans le cadre de ce débat. Ce qu'il avait à offrir, c'est un «changement social le plus important depuis la Révolution tranquille»: la conciliation famille-travail. Ce qui va de la semaine de travail de quatre jours aux garderies ouvertes la fin de semaine et les horaires d'école aménagés pour tenir compte des besoins des enfants et des parents.

M. Landry se montrait d'ailleurs positif, en ouverture, avec un message en trois points faisant valoir son bilan économique, la priorité à la qualité de la vie pour un prochain mandat et l'amélioration des services publics comme la santé et l'éducation.

Jean Charest, lui, dès le départ et en trois minutes, a fait flèche de tout bois. Le gouvernement du Parti québécois a fait de très mauvais choix, a-t-il dit en ciblant les performances de la Caisse de dépôt et il cherche à cacher son bilan. «On préfère m'attaquer sur les défusions municipales», a de lui-même abordé le chef du Parti libéral. «Mettons les choses au point», a-t-il continué. «Je souhaite que les nouvelles villes réussissent», mais les citoyens doivent «retrouver leur droit de parole, et ça s'appelle la démocratie».

Quant à l'ADQ, M. Charest a fait une mise en garde: le parti divise le vote. «Un vote pour l'ADQ, c'est un vote pour le PQ», a-t-il insisté. Les libéraux, eux, savent où ils vont et leurs priorités sont claires, a-t-il dit en concluant sa présentation, alors qu'il s'exprimait le dernier.

Au moment de mettre sous presse, les trois autres thèmes du débat, animé par le journaliste Jacques Moisan et retransmis sur toutes les chaînes francophones, devaient encore être abordés. Il s'agissait de la santé et de la mission sociale, thème central du Parti libéral; du travail, de l'éducation, de la famille et des autres missions de l'État, sur lesquels mise le Parti québécois; et de l'avenir politique du Québec, bloc qui s'annonçait plus délicat pour Mario Dumont face à ses adversaires aux positions bien définies.

L'ordre d'intervention des chefs a été choisi par tirage au sort la semaine dernière, et chacun s'est préparé avec soin pour ce débat qui doit donner un nouveau souffle à cette curieuse campagne électorale, éclipsée par la guerre.

L'exercice n'est pas anecdotique. Selon les sondages, omniprésents dans cette campagne, les péquistes dominent, les libéraux les menacent sérieusement et les adquistes vivent une chute spectaculaire. Leur performance de ce soir a donc de l'importance pour les trois chefs — même si Jean Charest est celui qui a le plus à perdre, puisque c'est aussi son leadership qui est mis dans la balance avec cette élection.

Toute la fin de semaine, chacun a donc mis au point sa stratégie, selon le style qui lui est propre. Pour Bernard Landry, ce fut, à domicile, l'écoute du débat de 1998 et les répétitions générales. Il est le seul des trois à ne pas avoir l'expérience de ces joutes télévisées. Jean Charest, lui, a fait comme pour la campagne électorale: il s'est préparé à l'avance. Il se livrait même à des simulations depuis deux semaines. Quant à Mario Dumont, il s'en est tenu à une rencontre avec ses proches collaborateurs, mais en refusant le jeu de la simulation. «On ne fait pas tellement, nous, dans le théâtre», expliquait son attaché de presse.

M. Dumont a par ailleurs été le seul chef à se livrer à une sortie publique dimanche.

EN BREF

Un troisième mandat

(PC) — L'ex-premier ministre Jacques Parizeau est convaincu que le Parti québécois est en bonne position pour devenir le premier parti provincial à obtenir un troisième mandat consécutif au cours des cinquante dernières années. «Ça se sent. Sondage après sondage, on voit que le Parti québécois a de sacrées bonnes chances d'obtenir un troisième mandat», a-t-il déclaré hier alors qu'il était de passage dans la circonscription de Saint-Maurice, où il a rencontré une soixantaine d'étudiants du Collège Shawinigan. M. Parizeau a d'ailleurs exhorté ces derniers, qui en seront pour la plupart à leur premier rendez-vous électoral, à exercer leur droit de vote. Il estime que les enjeux de cette élection sont très importants. Selon lui, la table est mise pour qu'un gouvernement péquiste réélu puisse engager un autre processus référendaire. «Les finances publiques du Québec sont saines, l'économie va bien. Il reste des petites choses à corriger, notamment dans le système de santé, mais on est prêts à reprendre le collier de la souveraineté», estime M. Parizeau. Il a tenté d'expliquer l'insistance avec laquelle le Parti québécois prône l'accession à la souveraineté en évoquant le contexte de la mondialisation. «C'est fatigant de toujours dépendre de monnaie qui est à Ottawa, illustre-t-il. Comme peuple, on devrait être capable de s'occuper de nos propres affaires. Avec la mondialisation, il y a des ententes commerciales, des accords internationaux qui se concluent sans qu'on ait notre mot à dire. Il faut arrêter d'être une vache qui regarde passer le train.»